

CAHIER DE RECHERCHE(S)

Les vulnérabilités sociales territoriales

Élaborer une méthode intégrée
pour comprendre, comparer et agir



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE





Institut pour la recherche

L’Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts soutient des projets de recherche s’inscrivant dans les champs d’intervention et les missions de la Caisse des Dépôts.

Son rôle est de favoriser la recherche dans les domaines liés aux activités de la Caisse des Dépôts, sur des thématiques variées telles que l’épargne, la finance long terme, le développement économique des territoires, la transition énergétique et écologique, les impacts du vieillissement, etc.

L’auteur



Analyste territorial, Olivier Portier est consultant et le créateur et coordinateur de l’Observatoire des Impacts Territoriaux des Crises (OITC).

Il s'est spécialisé depuis vingt ans dans la production de diagnostics de territoire et d'études sur les dynamiques territoriales au service des collectivités locales, d'instances nationales (fédérations d'élus, associations techniques, administrations centrales) et de grandes entreprises (La Poste, Transdev, Icade, Véolia). Ses travaux mobilisent une approche intégrée des questions économiques et sociales territoriales encastrées dans les problématiques énergétiques et environnementales de façon à produire une analyse systémique et transversale des dynamiques territoriales.

Il enseigne régulièrement à l’École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale, au CNAM dans le cadre du Master « Développeur économique territorial » et à Science Po Paris dans le cadre du Master Exécutif « Dynamiques territoriales et gouvernance publique : réussir son mandat d’élus locaux ».

Introduction

Contexte général

La période actuelle est marquée par un enchevêtrement de tensions économiques, sociales, identitaires et géopolitiques qui renforcent les fragilités structurelles de nombreux territoires. Le ralentissement économique, déjà qualifié de « crise larvée » par plusieurs économistes, coexiste avec une montée des inégalités et une intensification complexe des fractures socio-spatiales.

Les indicateurs nationaux confirment cette dégradation. En 2023, le taux de pauvreté en France métropolitaine atteint 15,4%, représentant 9,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire. C'est son niveau le plus élevé depuis 1996. Début 2024, 12,7 % de la population subit une privation matérielle et sociale, et 21,4 % déclare rencontrer des difficultés pour finir le mois (INSEE, 2024).

À ces signes de fragilités socio-économiques s'ajoutent les vulnérabilités liées au logement, à la mobilité, à la santé, au vieillissement... qui se recomposent différemment selon les territoires.

Problématique

Les situations territoriales sont extrêmement hétérogènes : certains territoires présentent des fragilités cumulées de longue date, d'autres connaissent une dégradation récente liée aux transitions énergétiques, démographiques ou environnementales, et d'autres encore concentrent des vulnérabilités invisibles, masquées par des indicateurs globaux mais visibles à l'échelle fine. Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas d'entrer dans un débat conceptuel sur la définition de la vulnérabilité sociale — déjà largement traitée par les sciences sociales — mais de proposer une approche intégrée, opérationnelle et reproductible, capable d'éclairer la prise de décision, notamment publique.

La problématique centrale est donc la suivante : comment interpréter, comparer et cartographier les vulnérabilités sociales territoriales de manière transversale, statistiquement robuste et adaptée aux différentes échelles de décision ?

Notre approche : une lecture multiscalaire et transversale des vulnérabilités sociales

L'approche méthodologique proposée a été conçue pour être entièrement multiscalaire, c'est-à-dire mobilisable à tous les niveaux géographiques : de l'échelle communale, pour capter les phénomènes fins, les fragilités invisibles et les effets de micro-territoires aux échelles départementale et régionale, pour éclairer les stratégies de politique publique et les mécanismes de coordination territoriale en passant par le niveau intercommunal, niveau pertinent pour les politiques locales de solidarité, de logement, de mobilités et d'aménagement.

Cette approche apparaît centrale pour trois raisons :

- > les vulnérabilités sociales n'apparaissent pas à la même échelle : certaines sont diffuses et ne se révèlent qu'au niveau communal ; d'autres reflètent des déséquilibres structurels perceptibles seulement à des échelles plus larges.
- > les politiques publiques se déclinent et s'appliquent à plusieurs niveaux, et nécessitent des indicateurs comparables et superposables.
- > la robustesse de l'analyse dépend de la capacité à articuler différentes échelles, afin d'éviter les biais et d'isoler les vulnérabilités réelles des effets de structure.

Elle a également été conçue pour appréhender les vulnérabilités sociales de façon transversale et multithématique, ce qui constitue un impératif méthodologique dès lors que celles-ci ne se manifestent jamais isolément mais résultent d'interactions complexes entre facteurs démographiques, économiques, sociaux et institutionnels. Une lecture strictement sectorielle tend à fragmenter ces réalités et à invisibiliser les mécanismes systémiques qui produisent, entretiennent ou accentuent les fragilités territoriales. À l'inverse, une approche intégrée permet de mettre au jour les enchaînements causaux, les effets cumulatifs et les différenciations spatiales qui structurent les situations de vulnérabilité, en révélant par exemple comment la précarité économique se combine avec les dynamiques de marché du logement, les conditions d'accès aux services ou les trajectoires familiales. C'est cette vision d'ensemble, articulant les différentes dimensions des vulnérabilités, qui offre les clés pour comprendre la diversité des situations locales et, surtout, pour orienter des réponses publiques mieux ciblées, plus cohérentes et véritablement opératoires.

Dans cette perspective, le rapport propose :

- une lecture synthétique des vulnérabilités sociales à partir d'un indice composite produit à plusieurs échelles géographiques ;
- une analyse thématique des principales dimensions de la vulnérabilité sociale.



1. L'état des vulnérabilités sociales dans les territoires : une approche synthétique et multiscalaire

Construction des scores de vulnérabilité sociale

Nous avons construit un **indice synthétique et global de vulnérabilité sociale** pour évaluer l'intensité des vulnérabilités sociales aux différentes échelles géographiques. Cet indice a été élaboré en plusieurs temps.

1 Sélection de thèmes pour appréhender la vulnérabilité sociale des territoires de manière transverse

Nous avons cherché à appréhender la problématique des vulnérabilités sociales de manière transverse. Pour ce faire, nous avons croisé différentes thématiques :

- Le niveau de diplôme
- La précarité
- Le vieillissement
- Les conditions de logement
- Le niveau de vie
- La pauvreté
- Les inégalités sociales et spatiales
- L'accessibilité aux équipements de proximité
- L'état de santé des populations et l'accessibilité aux services de santé

Il convient de souligner que la structuration thématique proposée demeure en partie conditionnée par la disponibilité des données à des échelles territoriales fines. Si les approches macro-sociales bénéficient d'une profondeur statistique plus importante, l'échelle territoriale impose de mobiliser des indicateurs dont la granularité, la fréquence ou la couverture peuvent être plus limitées.

Malgré ces contraintes, la construction thématique retenue s'inscrit dans la continuité d'une grille d'analyse de la cohésion sociale que nous développons depuis plus de quinze ans avec les territoires, et qui a démontré une robustesse méthodologique, une pertinence opérationnelle et une forte intelligibilité pour les acteurs locaux.

Cette démarche constitue un prolongement et un approfondissement des travaux menés avec la Banque des Territoires, qui ont permis de consolider une première approche.

2 Normalisation des indicateurs

L'ensemble des indicateurs mobilisés a été normalisé pour permettre leur comparaison et leur agrégation.

La normalisation est effectuée par échelle territoriale : 1 à 100 pour les échelles communale et intercommunale et 1 à 10 pour les échelles départementale et régionale. Dans tous les cas, 1 = niveau de vulnérabilité sociale le plus faible, 100 / 10 = niveau de vulnérabilité le plus élevé.

3 Construction des scores thématiques

Les indicateurs normalisés ont été regroupés en grandes familles thématiques. Une moyenne est calculée par thématique.

Important : les scores thématiques ne sont pas utilisés pour l'indice global afin d'éviter les biais de pondération.

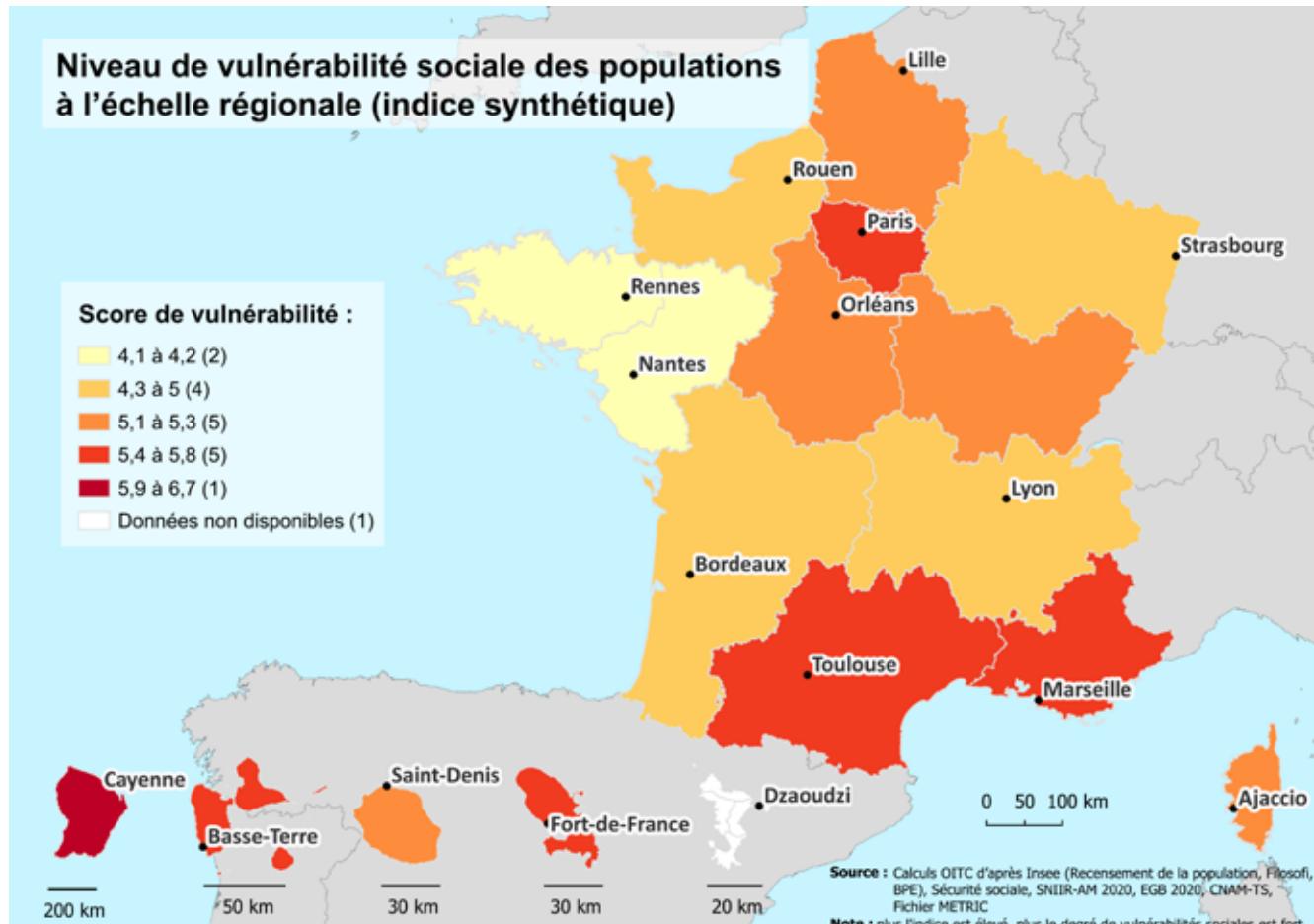
4 Construction de l'indice synthétique global

L'indice global de vulnérabilité est la moyenne de tous les indicateurs normalisés. Dans notre approche, tous les indicateurs ont le même poids.

Les indicateurs peuvent être consultés en annexe.

1.1 Analyse régionale : premiers contrastes et grandes lignes de force

L'analyse des vulnérabilités sociales à l'échelle régionale met en évidence des disparités déjà marquées. Les régions d'Outre-mer – en particulier la Guyane et la Martinique – affichent les niveaux de vulnérabilité les plus élevés. Dans l'Hexagone, l'Occitanie se distingue également par une vulnérabilité supérieure à la moyenne. Elles sont suivies par la Guadeloupe, La Réunion, les Hauts-de-France, l'Île-de-France, la Bourgogne-Franche-Comté, la région Sud et la Corse. À l'inverse, la Bretagne se démarque nettement, présentant l'indice de vulnérabilité le plus faible du pays.



1.2. Analyse départementale : émergence des structures spatiales intermédiaires

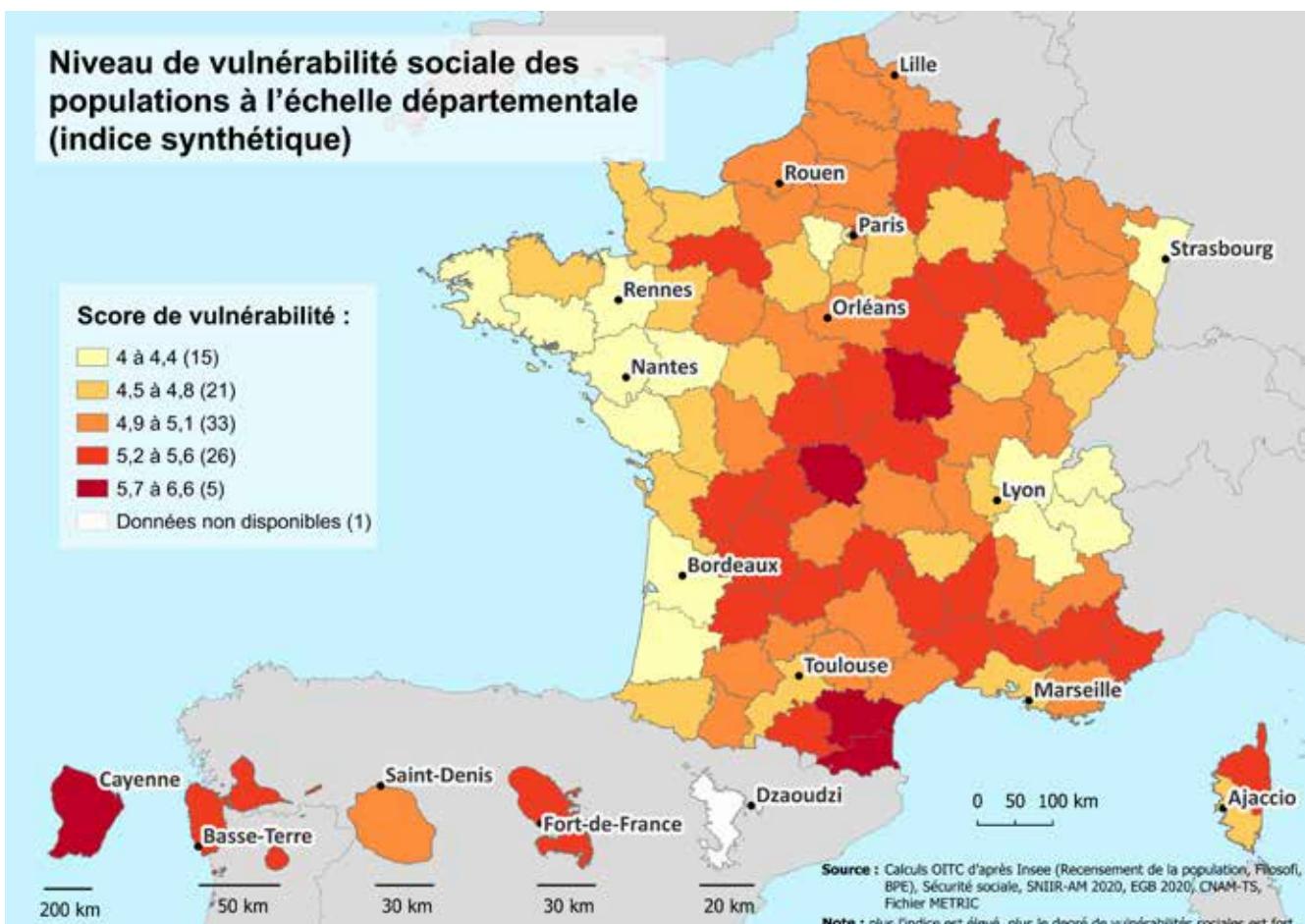
L'analyse à l'échelle départementale fait apparaître des contrastes territoriaux plus nets et révèle les premières régularités spatiales. La très connue « diagonale du vide », qui s'étend des Ardennes aux Pyrénées-Atlantiques, se dessine clairement, portée par des départements affichant des niveaux de vulnérabilité élevés, en particulier la Nièvre et la Creuse. À cette diagonale s'ajoute désormais ce que l'on désigne comme le « Y du vide », qui se compose de la traditionnelle « diagonale » complétée d'un axe courant du Massif central au Cotentin, le long duquel plusieurs départements présentent également une vulnérabilité avancée, notamment l'Orne.

Une zone de très forte vulnérabilité se forme également à l'extrême sud du pays, regroupant l'Ariège, les Pyrénées-Orientales et l'Aude, et se prolonge en continu le long du littoral languedocien jusqu'aux Alpes-Maritimes, en passant par l'arrière-pays provençal (Vaucluse et Alpes-de-Haute-Provence). Les départements d'Outre-mer, la Corse et la Seine-Saint-Denis apparaissent eux aussi comme fortement vulnérables.

À l'inverse, les départements les moins exposés se concentrent nettement dans l'Ouest français, le long du littoral atlantique, dans les périphéries franciliennes – particulièrement les Yvelines – ainsi qu'en Alsace et dans l'ancienne région Rhône-Alpes.

À ce niveau d'observation, la géographie des vulnérabilités sociales met d'abord en évidence leur forte dimension rurale. Parmi les départements au profil davantage urbain, seule la Seine-Saint-Denis figure parmi les plus vulnérables.

Niveau de vulnérabilité sociale des populations à l'échelle départementale (indice synthétique)



1.3. Analyse intercommunale : différenciation fine des systèmes territoriaux

L'analyse à l'échelle intercommunale confirme en partie les enseignements tirés de la lecture départementale, tout en révélant une structuration géographique des vulnérabilités plus fine et parfois différente. Le « Y du vide » apparaît avec une netteté accrue : la Creuse y présente un niveau de vulnérabilité extrêmement élevé dans chacune de ses intercommunalités, tandis que, dans la Nièvre, c'est surtout la frange orientale, morvandelle, qui se distingue.

À ce niveau d'observation, de nouvelles zones d'intense vulnérabilité émergent : le cœur de la Bretagne; le Triangle Perche-Beauce-Maine (à la jonction de trois anciens « pays » : le Perche dans l'Orne, la Beauce en Eure-et-Loir et le Maine dans la Sarthe), les contreforts sud et est des Cévennes; le nord de l'Aisne et l'est du département du Nord ou encore l'Arc des Préalpes du Sud, à cheval sur la Drôme, les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence.

Deux résultats majeurs, invisibles à l'échelle départementale, apparaissent clairement.

Premièrement, si les vulnérabilités sociales restent particulièrement fortes dans les territoires ruraux... tous les espaces ruraux ne sont pas vulnérables.

L'analyse intercommunale montre que les situations y sont très contrastées : certains territoires ruraux cumulent les fragilités, tandis que d'autres apparaissent nettement plus préservés. Dans le prolongement, les grands coeurs urbains ne sont pas épargnés. La Métropole du Grand Paris, fortement tirée vers le bas par la Seine-Saint-Denis (mais pas uniquement, comme on le verra), ainsi que plusieurs métropoles du Nord (Rouen, Lille) et de l'Est (Metz, Nancy, Dijon, Lyon, et, plus encore, Saint-Étienne ou Nice) affichent elles aussi des niveaux élevés de vulnérabilité sociale.

Une analyse par types d'intercommunalités montre d'ailleurs :

- > que les niveaux moyens de vulnérabilité convergent étonnamment entre communautés de communes (territoires peu denses et plutôt ruraux), communautés d'agglomération urbaines (agglomérations petites ou intermédiaires) et métropoles.
- > et de surcroît, de manière assez contre-intuitive, que les territoires ruraux présentent en moyenne un indice de vulnérabilité légèrement inférieur à celui des territoires urbains. Les niveaux les plus faibles s'observent dans les communautés de communes tandis que les plus élevés apparaissent dans les communautés d'agglomération et les communautés urbaines (avec respectivement des indices moyens de vulnérabilité de 39,4 pour les CC, 40,3 pour les CA/CU et 39,9 pour les métropoles).



Deuxièmement, à l'inverse, les périphéries périurbaines des grandes agglomérations – et plus particulièrement celles des métropoles – se distinguent comme les espaces présentant les niveaux de vulnérabilité sociale les plus faibles. Cette relative immunité, déjà documentée, semble s'accentuer et atteste d'un processus de consolidation de la robustesse sociale au sein des franges métropolitaines proches. Le modèle de développement « pendulaire », tel que théorisé par Laurent Davezies et confirmé par plusieurs travaux empiriques, notamment dans les contextes franciliens, transfrontaliers ou périurbains, se caractérisait historiquement par une forte hétérogénéité de ses effets sociaux : coexistence de périphéries résidentielles aisées et de marges urbaines durablement fragilisées. Les tendances observées suggèrent toutefois une reconfiguration progressive de ces dynamiques. Le modèle pendulaire semble désormais produire, en moyenne, des effets sociaux plus stabilisateurs, au point de constituer un déterminant structurant de la préservation des conditions sociales locales.

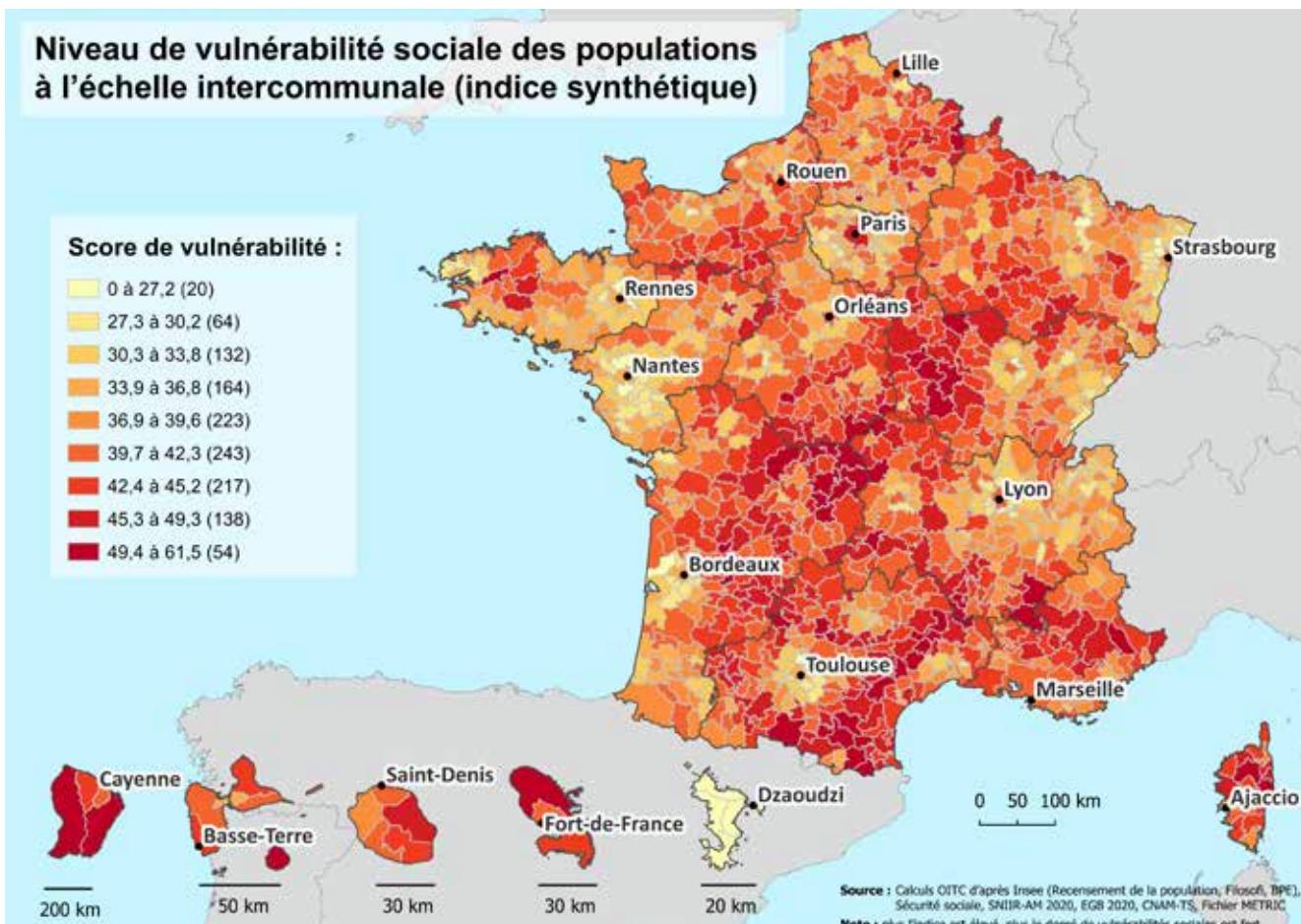
Ce constat appelle toutefois une importante réserve à ce stade de nos travaux. En raison de leur indisponibilité aux différentes échelles géographiques, il n'a pas été possible d'intégrer les indicateurs d'exposition à la précarité énergétique liée à la mobilité produits par l'ONPE. Or, le modèle pendulaire – dont les fondements reposent principalement sur l'usage de l'automobile – demeure particulièrement sensible à cette dimension, qui pourrait en infléchir l'interprétation. Au-delà, cette configuration soulève une question plus structurelle dans un contexte où la soutenabilité de notre système social est au cœur des débats. Les territoires qui apparaissent aujourd'hui comme les plus robustes socialement sont, malgré la réserve méthodologique susmentionnée, ceux dont la dynamique repose relativement peu sur leur propre production économique et davantage sur des revenus générés ailleurs.

Ce phénomène, déjà formulé dans les travaux de Davezies mais dont l'ampleur actuelle en modifie la portée interprétative, invite à revisiter la manière dont s'articulent, dans les territoires, régimes productifs et régimes redistributifs. Il suggère en effet que certains espaces pourraient s'inscrire durablement dans une trajectoire de décrochage productif, tout en consolidant leur robustesse sociale grâce à des revenus massivement exogènes. Une telle configuration engage une réflexion plus large sur les formes contemporaines de dépendance interterritoriale et sur la recomposition des « régimes de ressources » qui structurent les économies locales.

Elle rappelle également que la solidarité nationale – qui demeure l'un des principaux vecteurs de transferts interterritoriaux, les pensions de retraite constituant, en moyenne, la première source de revenus circulants dans l'ensemble des strates territoriales – ne représente qu'un volet de ces recompositions. Les dynamiques observées témoignent d'un entrelacement plus profond de flux résidentiels, redistributifs et productifs, dont les effets cumulés tendent à redéfinir les hiérarchies territoriales classiques.

L'hypothèse selon laquelle ces résultats seraient imputables à un artefact statistique lié à la faible cohérence fonctionnelle des périmètres intercommunaux, notamment des métropoles, doit certes être considérée. Toutefois, rien ne permet d'affirmer que les espaces aujourd'hui socialement privilégiés – parce qu'inscrits dans l'orbite immédiate des bassins d'emploi métropolitains ou frontaliers – disposent des caractéristiques institutionnelles, foncières ou socio-économiques susceptibles de répondre aux exigences du régime productif contemporain. Leur spécialisation croissante dans un modèle résidentiel et redistributif pourrait même renforcer, à terme, leur vulnérabilité structurelle face aux enjeux de la relance productive.

Plus prosaïquement enfin, ces résultats illustrent, une fois encore, à quel point les moyennes par catégorie territoriale peuvent induire en erreur et appellent une lecture nuancée. Les vulnérabilités sociales échappent aux explications simplistes : elles ne peuvent être réduites ni à la question des densités, ni à celles des seuils démographiques.



1.4. Analyse communale : granularité maximale et révélation des micro-structures

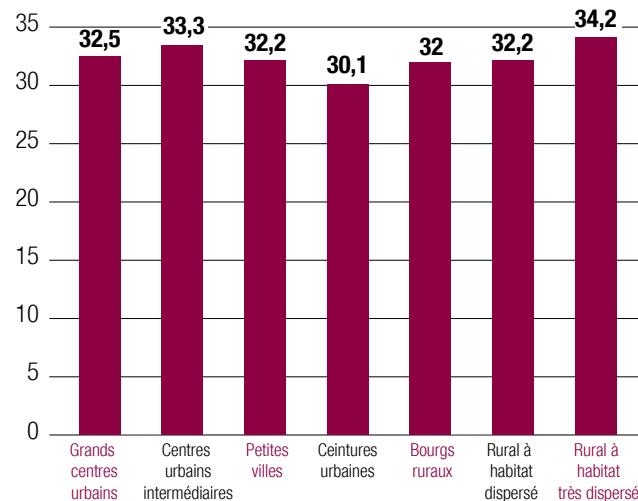
En descendant encore d'un niveau dans l'analyse, la lecture communale des vulnérabilités sociales offre une synthèse particulièrement éclairante des structures spatiales déjà mises en évidence aux échelons supérieurs. Elle en constitue, en quelque sorte, la mise en cohérence fine tout en révélant de nouveaux phénomènes.

Les grandes configurations géographiques identifiées précédemment — le « Y du vide », les contreforts cévenols et morvandiaux, l'arc des Préalpes du Sud, ainsi que plusieurs structures géographiques de moindre extension telles que le centre-ouest breton, le triangle nord-aisnois/frange orientale du département du Nord/Ardennes — apparaissent avec une netteté remarquable. En miroir, les espaces périurbains des périphéries métropolitaines se distinguent par leur très faible niveau de vulnérabilité, confirmant la robustesse sociale déjà observée.

Mais cette carte permet également d'affiner la lecture des vulnérabilités en mettant en évidence la fragilité spécifique des centres urbains : Paris, Lille, Strasbourg, Dijon, Lyon, et, dans une moindre mesure dans l'Ouest, Nantes, Bordeaux ou encore Toulouse, sont marquées par des niveaux de vulnérabilités aigus.

Un examen des niveaux de vulnérabilité par strate de densités confirme que si en moyenne, les communes du Rural à habitat très dispersé présentent l'indice de vulnérabilité sociale le plus élevé, viennent juste derrière les Centres urbains intermédiaires et les Grands centres urbains. A contrario, confortant là encore les analyses précédentes, les communes des Ceintures urbaines apparaissent comme les plus robustes.

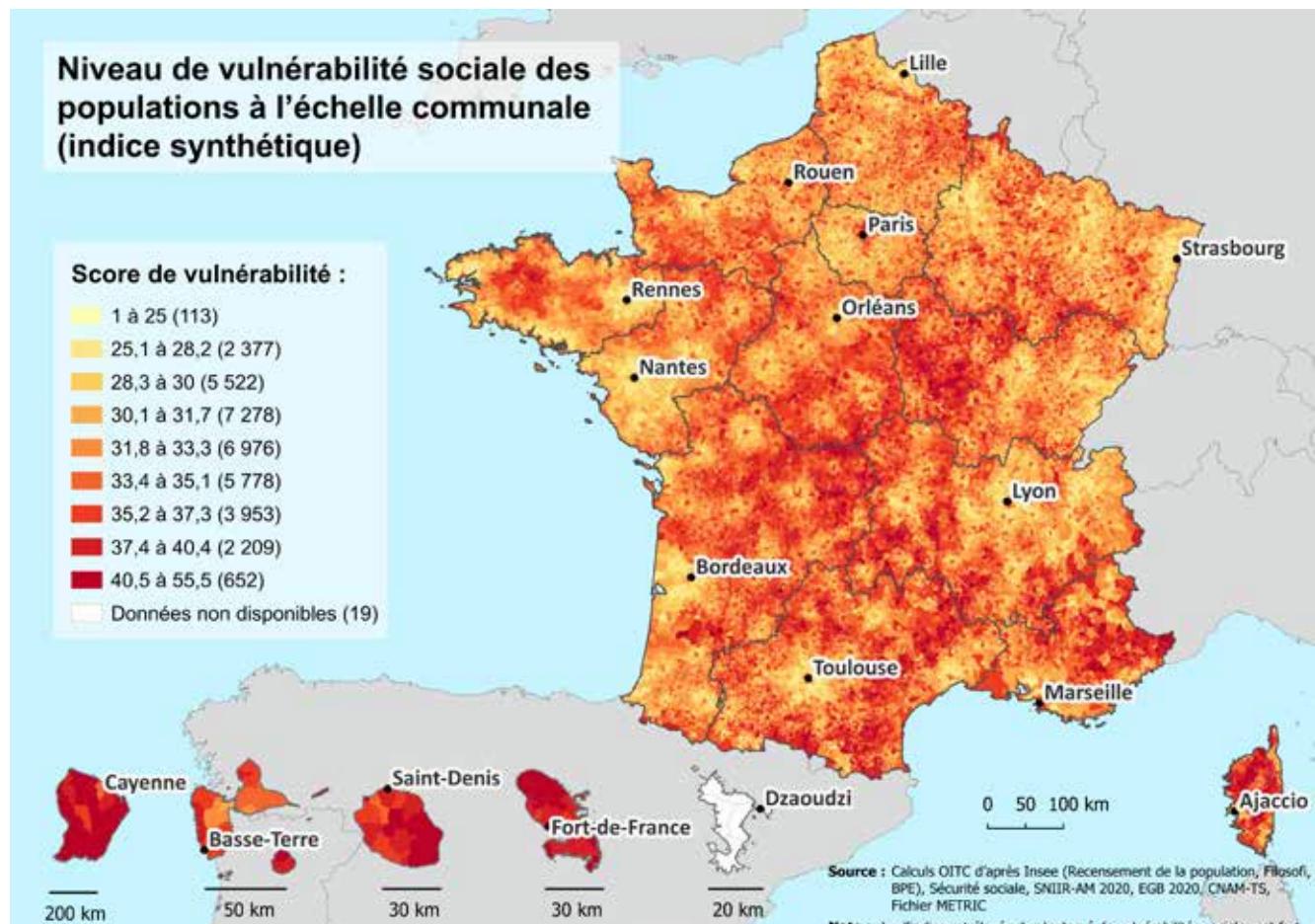
Score de vulnérabilité global suivant le degré de densité des communes



Source : Calculs OITC d'après Insee (Recensement de la population, Filosofi, BPE), Sécurité sociale, SNIIR-AM 2020, EGB 2020, CNAM-TS, Fichier METRIC

Cette configuration générale invite bien à reconstruire le cadre analytique traditionnel fondé sur une opposition binaire entre densité et dispersion, ou entre urbain et rural. Elle atteste du caractère fondamentalement multiscale des vulnérabilités sociales, lesquelles émergent de l'articulation de processus situés à des niveaux différents : recomposition des régimes productifs, transformations des mobilités résidentielles, segmentation accrue des marchés fonciers et immobiliers, différenciation fine des structures d'emploi, ou encore mutation des régimes d'usage propres aux espaces métropolitains...

Dans cette perspective, les centres urbains apparaissent moins comme les pôles de robustesse attendus que comme des espaces où s'exercent, de manière cumulée, les tensions spécifiques du régime métropolitain contemporain, marqué notamment par des très fortes inégalités socio-spatiales.



L'examen multiscale des vulnérabilités sociales — du niveau régional à l'échelon communal — a permis de mettre en évidence une géographie complexe, structurée par des configurations spatiales récurrentes mais aussi par des contrastes internes souvent contre-intuitifs. Loin de se réduire à une opposition entre espaces denses et espaces peu denses, les vulnérabilités observées se déplient selon des logiques différencierées, où s'entrecroisent trajectoires productives, dynamiques résidentielles, régimes de mobilité et structures socio-économiques locales. Cette lecture met en lumière la nécessité d'appréhender les vulnérabilités territoriales non seulement à travers une analyse multi-niveaux, mais également en tenant compte des propriétés spécifiques de chaque type d'espace, qu'il soit métropolitain, périurbain, urbain intermédiaire ou rural.

Cette complexité appelle désormais un changement de focale. Pour comprendre un peu mieux les formes de vulnérabilité qui s'y déplient — leurs causes, leurs intensités relatives et leurs mécanismes de production — il est indispensable de compléter l'analyse spatiale par une approche thématique. C'est précisément l'objet de la partie suivante : examiner en détail les dimensions constitutives des vulnérabilités sociales afin de saisir, dans leur diversité, les ressorts des fragilités locales. L'exercice sera conduit ici exclusivement à l'échelle des intercommunalités.

2. Les vulnérabilités sociales intercommunales : une approche multithématique

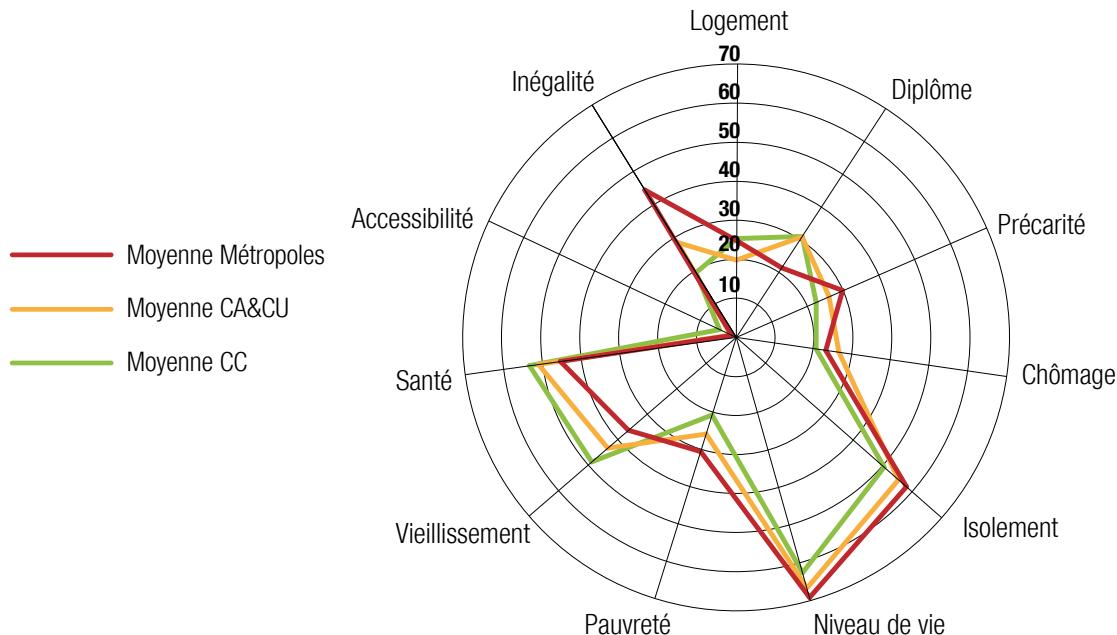
2.1. Analyse des vulnérabilités sociales par strate d'intercommunalités : une lecture multithématique

L'analyse des vulnérabilités sociales fondée sur notre indice synthétique met clairement en évidence des contrastes géographiques marqués : elle permet d'identifier, d'un côté, les territoires « cumulards », où les difficultés tendent à s'agréger, et, de l'autre, ceux qui apparaissent a priori davantage préservés.

Toutefois, l'examen thématique vient nuancer cette première lecture. Un territoire vulnérable ne l'est pas nécessairement sur l'ensemble des dimensions observées, tout comme un territoire globalement épargné peut présenter des fragilités spécifiques.

L'étude des indices thématiques de vulnérabilité, conduite par catégorie d'intercommunalité (Communautés de communes, Communautés d'agglomération, Communautés urbaines et Métropoles), permet d'éclairer ces nuances. Elle montre que l'intensité des vulnérabilités varie sensiblement selon les types de territoires : les indices thématiques présentent une dispersion bien plus marquée que l'indice global.

Approche thématique de la vulnérabilité sociale par types d'intercommunalités



Cette hétérogénéité est particulièrement visible en matière d'inégalités socio-spatiales de niveau de vie : elles apparaissent, en moyenne, très élevées dans les Métropoles, plus modérées dans les agglomérations et nettement plus faibles dans les espaces ruraux. Les différentiels d'exposition à la pauvreté (en termes d'intensité comme d'ampleur) confirment cette hiérarchie : la vulnérabilité y est, en moyenne, nettement plus forte dans les métropoles que dans les territoires ruraux.

Le même effet de gradient, mais inversé, se retrouve pour le vieillissement : les vulnérabilités associées à cette dimension sont bien plus prononcées dans les Communautés de communes que dans les agglomérations, et plus encore que dans les métropoles. Idem s'agissant du niveau de diplôme (faible part de populations les plus diplômées) : ce sont les Communautés de communes

et les agglomérations qui présentent les indices les plus élevés, bien au-delà des métropoles.

A contrario, les écarts de vulnérabilité entre strates demeurent relativement limités en matière d'accessibilité aux services de proximité, de logement (ancienneté et conditions d'habitat), de chômage ou encore de niveau de vie.

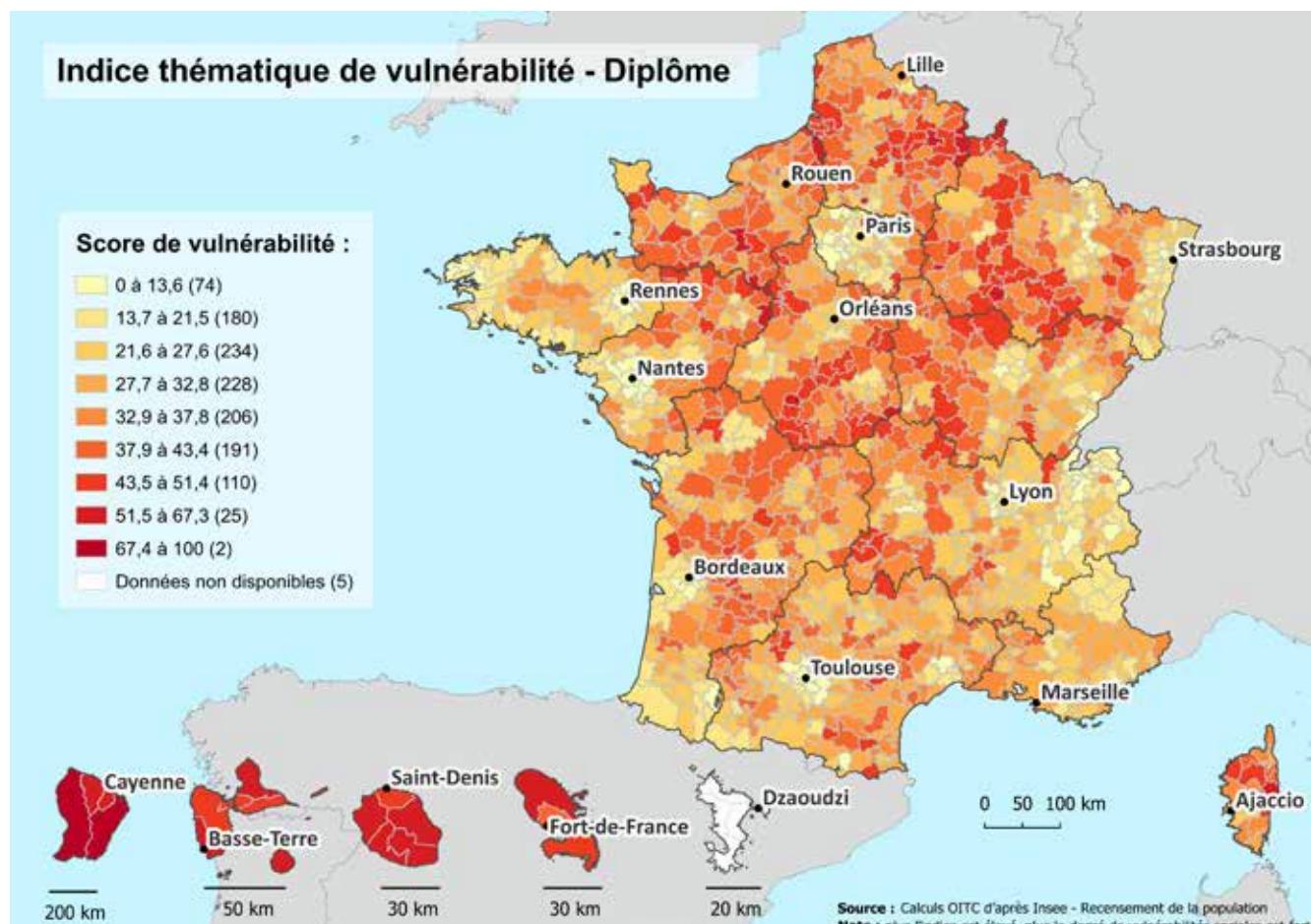
Sans surprise, ce premier panorama par strates confirme que la vulnérabilité sociale ne se structure pas de manière homogène d'un territoire à l'autre. Elle résulte au contraire de configurations spécifiques, fondées sur des combinaisons de fragilités très diverses qui peuvent commencer à être perceptibles à l'aide de cartographies thématiques.

2.2. L'approche thématique en cartes

Pour prolonger cette première lecture thématique agrémentée par strates d'intercommunalités, il est nécessaire de descendre à l'échelle fine des territoires. L'analyse cartographique offre en effet une représentation plus précise des contrastes internes et des configurations locales de vulnérabilité. Elle permet ainsi d'identifier les singularités territoriales que les moyennes de strate tendent à lisser, et d'affiner l'interprétation des dynamiques sociales propres à chaque intercommunalité.



Diplôme



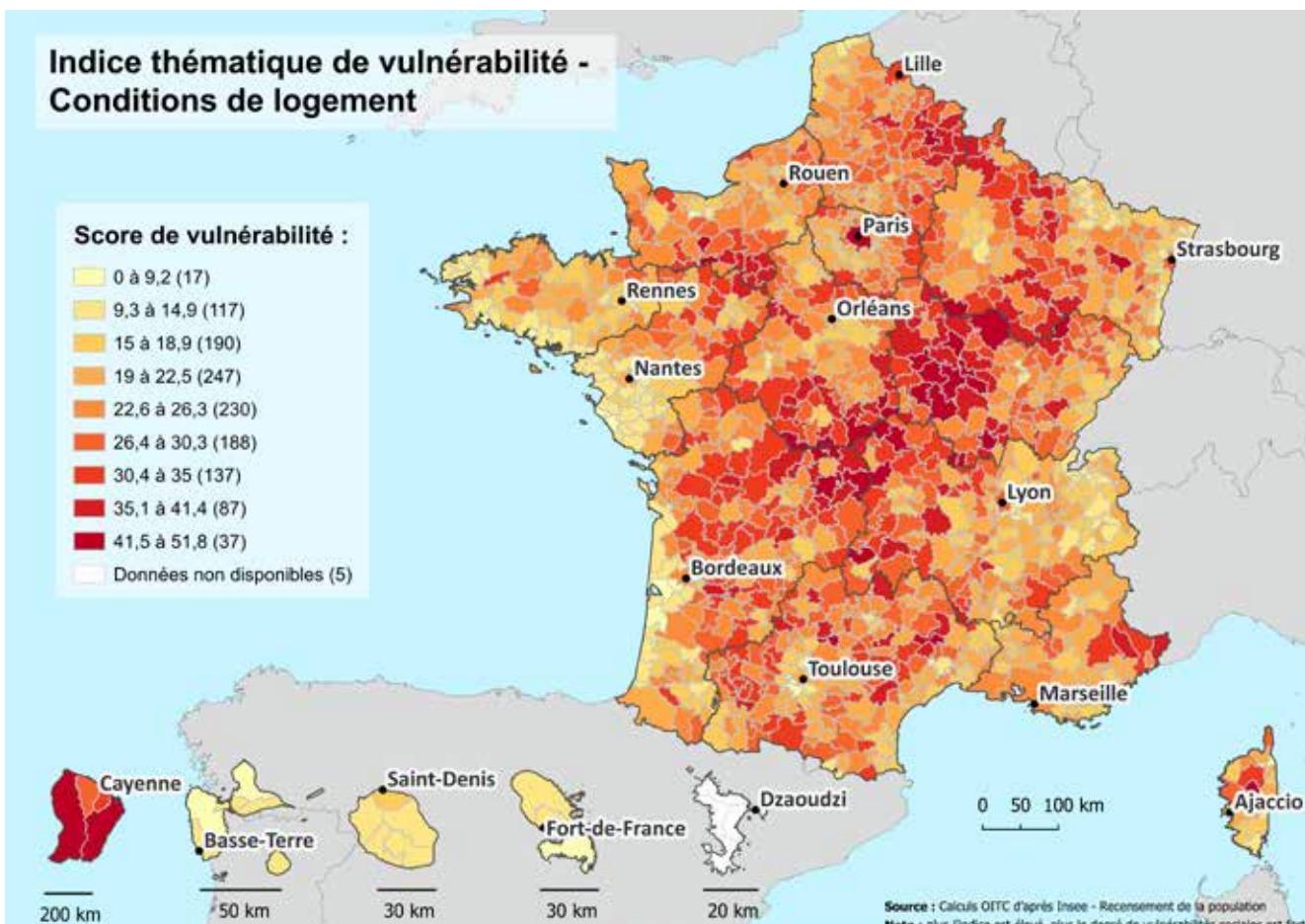
La proportion de personnes sans diplôme constitue un indicateur central de vulnérabilité, car ces populations cumulent fréquemment un ensemble de fragilités : exposition plus forte au chômage, situations d'emploi précaires et niveaux de vie généralement plus faibles. Elles se trouvent ainsi structurellement davantage exposées aux aléas économiques et sociaux.

La géographie de cette vulnérabilité se déploie selon des lignes relativement intuitives. Les territoires touristiques du littoral atlantique et des grands massifs (Alpes et versant occidental des Pyrénées), les grandes métropoles, leurs couronnes pendulaires et les espaces transfrontaliers apparaissent comme les moins vulnérables.

À l'inverse, les territoires ruraux en perte d'attractivité du « Y du vide », l'arrière-pays languedocien, la Corse et les Outre-mer présentent des niveaux de vulnérabilité nettement plus élevés.



Conditions de logement



L'indice de vulnérabilité lié aux conditions de logement est particulièrement pertinent, car il articule deux dimensions essentielles : l'ancienneté du parc, souvent associée à un moindre confort et à une faible performance énergétique, et la sur-occupation, qui révèle des tensions résidentielles et des fragilités sociales. Ensemble, elles offrent une lecture synthétique des vulnérabilités directement ancrées dans l'habitat.

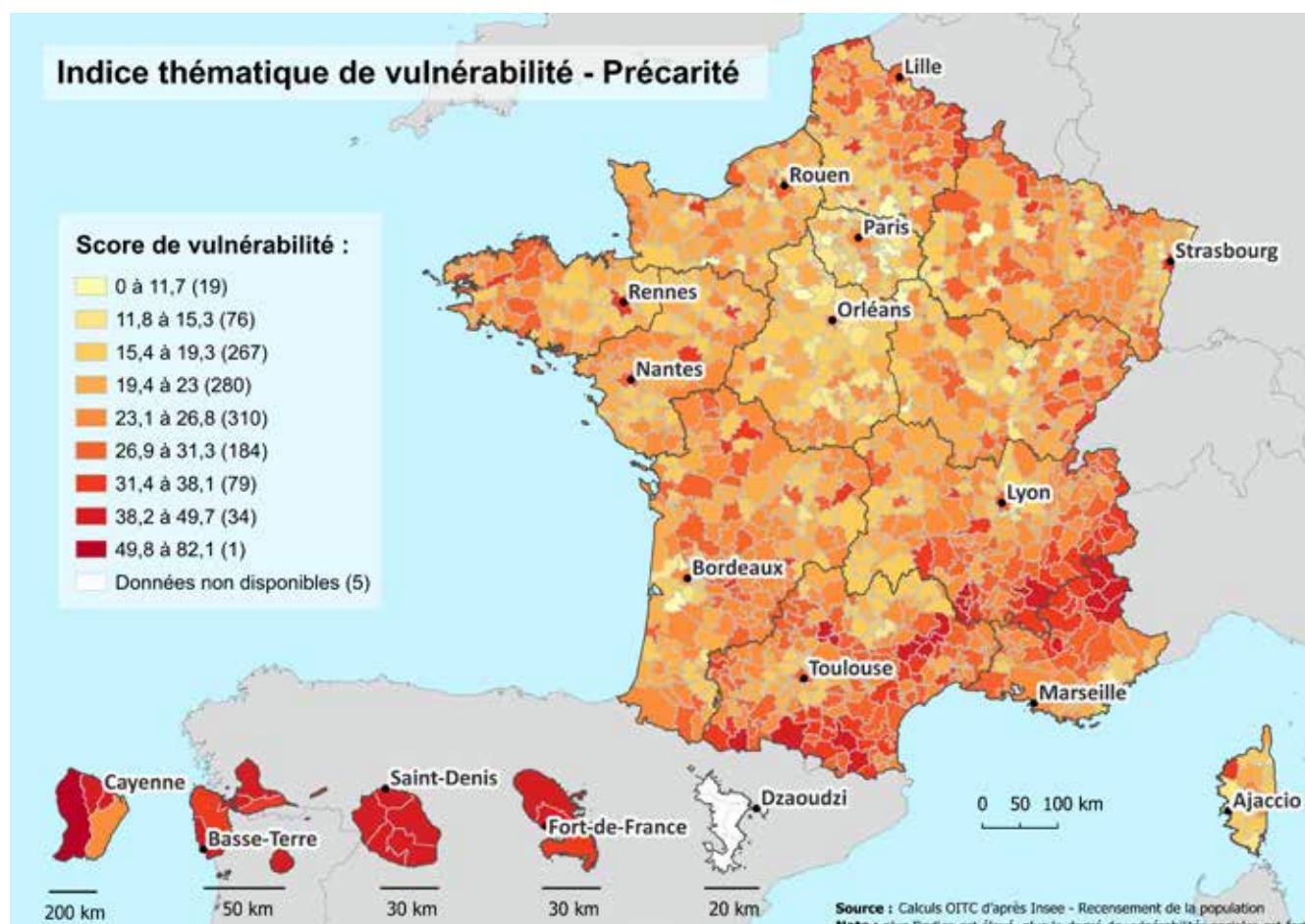
La géographie de cette vulnérabilité est remarquablement tranchée : elle s'exprime avec force dans les territoires du « Y du vide » — notamment de la Creuse au nord de la Bourgogne — ainsi que dans l'Aisne, les Ardennes, la MGP où la sur-occupation atteint des niveaux extrêmes, les Alpes-Maritimes et la Guyane.

À l'inverse, cette forme de vulnérabilité demeure faible dans les territoires à urbanisation récente et attractivité soutenue du littoral atlantique, du grand quart sud-est, ainsi que dans plusieurs périphéries péri-métropolitaines et zones transfrontalières.





Précarité

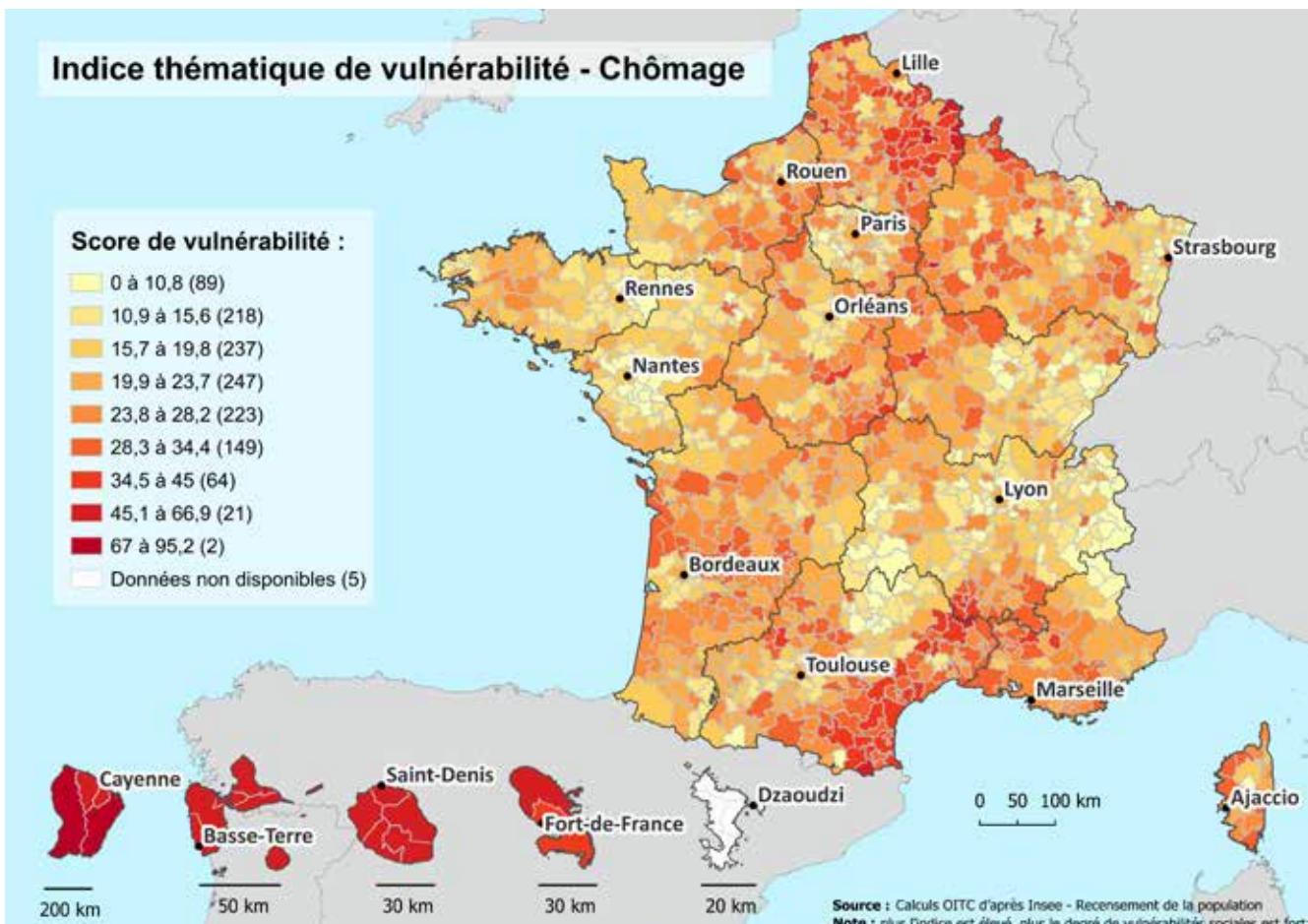


L'indice de précarité lié à la transformation des structures familiales et aux conditions d'emploi est particulièrement intéressant lui aussi, car il combine deux dynamiques étroitement imbriquées : la fragilisation des configurations familiales (séparations, monoparentalité) et l'instabilité professionnelle (contrats précaires, temps partiel). Leur cumul accroît la vulnérabilité des ménages et réduit leur capacité à faire face aux aléas sociaux, offrant ainsi une mesure synthétique d'expositions multiples.

La géographie de cette vulnérabilité apparaît, une fois encore, relativement nette. Elle atteint des niveaux élevés dans les territoires touristiques — notamment des Pyrénées-Orientales, des Alpes — ainsi que dans les Outre-mer, le Nord de la France et certaines zones transfrontalières.

À l'inverse, elle demeure plus contenue dans les franges franciliennes, les périphéries métropolitaines, le cœur de la « diagonale du vide », plusieurs espaces frontaliers (dont le sillon lorrain) et en Corse.





L'indice thématique de chômage, construit à partir du taux de chômage et de la part des Jeunes ni en emploi, ni en formation, est particulièrement pertinent car il articule deux dimensions complémentaires de la vulnérabilité professionnelle : l'exclusion durable du marché du travail et la fragilité des jeunes en transition vers l'emploi ou la formation. Leur combinaison permet d'appréhender à la fois l'intensité et la profondeur des difficultés d'insertion.

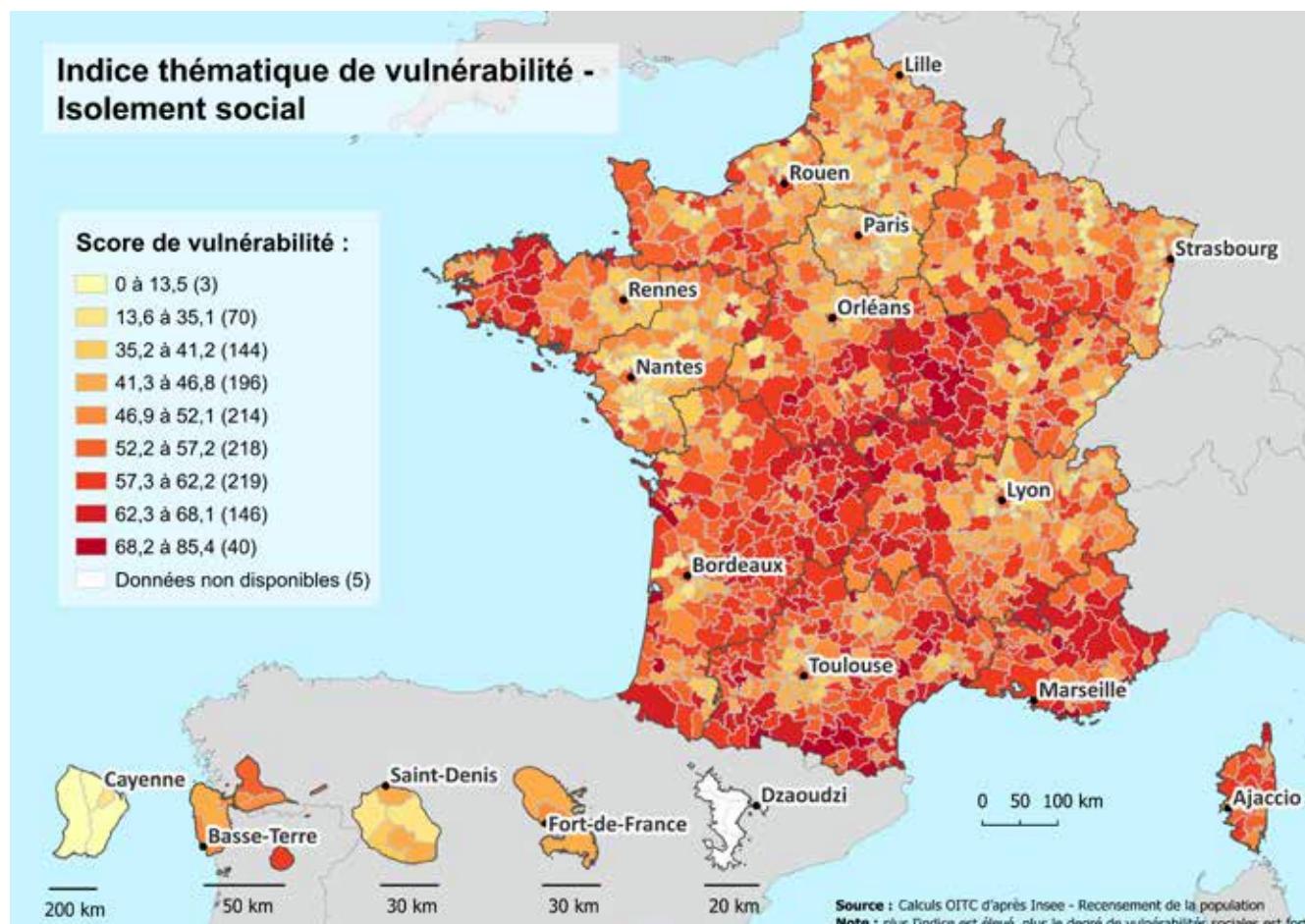
La géographie de cette forme de vulnérabilité se déploie avec une remarquable régularité. Si les territoires de la « diagonale du vide » apparaissent fortement exposés, ce sont surtout les Outre-mer, le Languedoc et le Nord du pays — en particulier l'Aisne, les Ardennes et l'est du département du Nord — qui concentrent les situations les plus critiques.

À l'inverse, l'ouest de la France (Pays de la Loire et Bretagne), les périphéries métropolitaines, les territoires touristiques du massif alpin et, plus étonnamment, le Doubs, l'Aveyron, le Cantal et le Puy-de-Dôme présentent des niveaux de vulnérabilité nettement plus faibles.





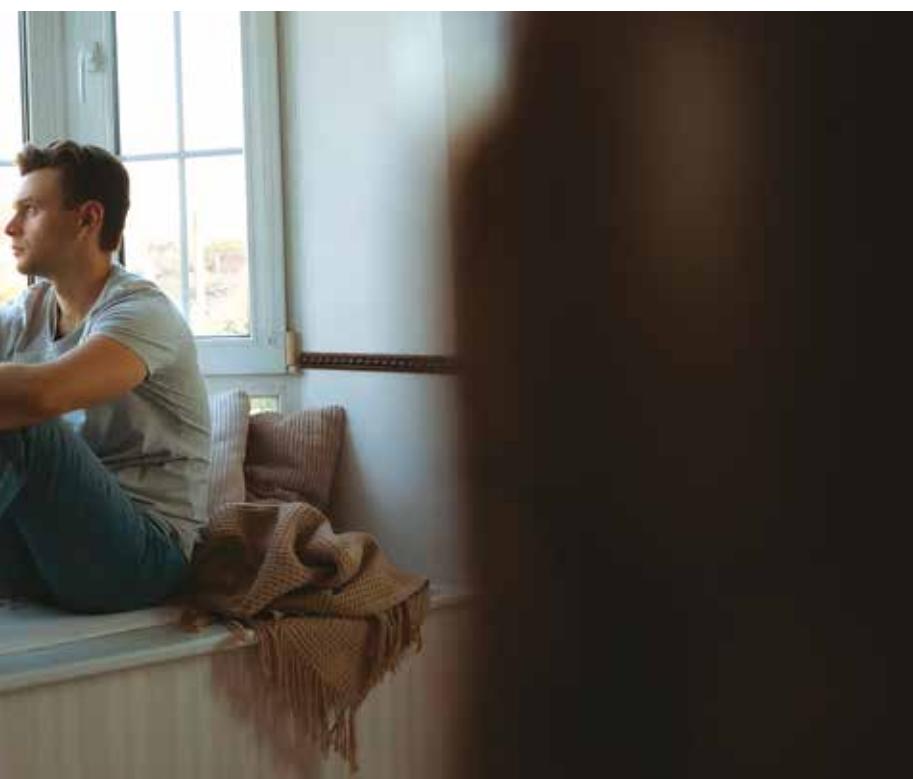
Isolement social

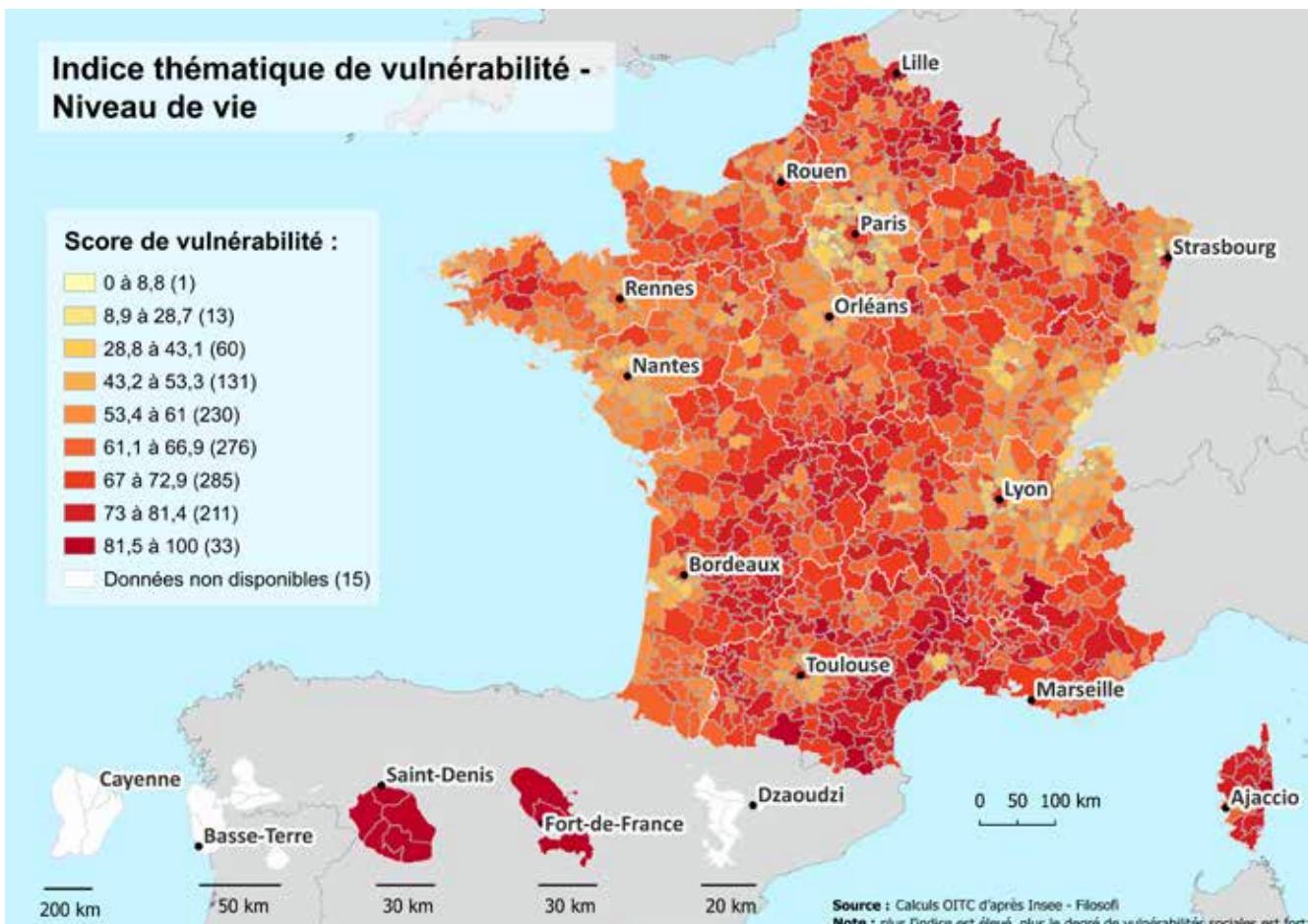


L'indice d'isolement social est particulièrement éclairant car il combine trois situations fréquemment associées à un affaiblissement des soutiens de proximité — vie en solo, veuvage et divorce — et permet ainsi d'identifier les territoires où le risque de retrait social est le plus marqué.

La géographie de cette vulnérabilité dessine un paysage contrasté : elle se manifeste fortement dans les territoires ruraux vieillissants et en déprise du « Y du vide », dans l'Ouest breton, les Pyrénées, le pourtour méditerranéen (Corse comprise), mais aussi au cœur des grands centres urbains, où les niveaux de séparation sont élevés.

À l'inverse, les territoires de l'Ouest intérieur — autour de Rennes et en Pays de la Loire — du Bassin parisien, du Nord de la France ainsi que les Outre-mer, notamment la Guyane, apparaissent nettement moins exposés à cette forme de vulnérabilité.





L'indice croisant le niveau de vie du 1^{er} décile et le niveau médian demeure particulièrement évocateur en ce qu'il permet de saisir simultanément la situation des ménages les plus modestes et le niveau de vie général, mesurant à la fois les contraintes pesant sur les bas revenus et le contexte global de richesse.

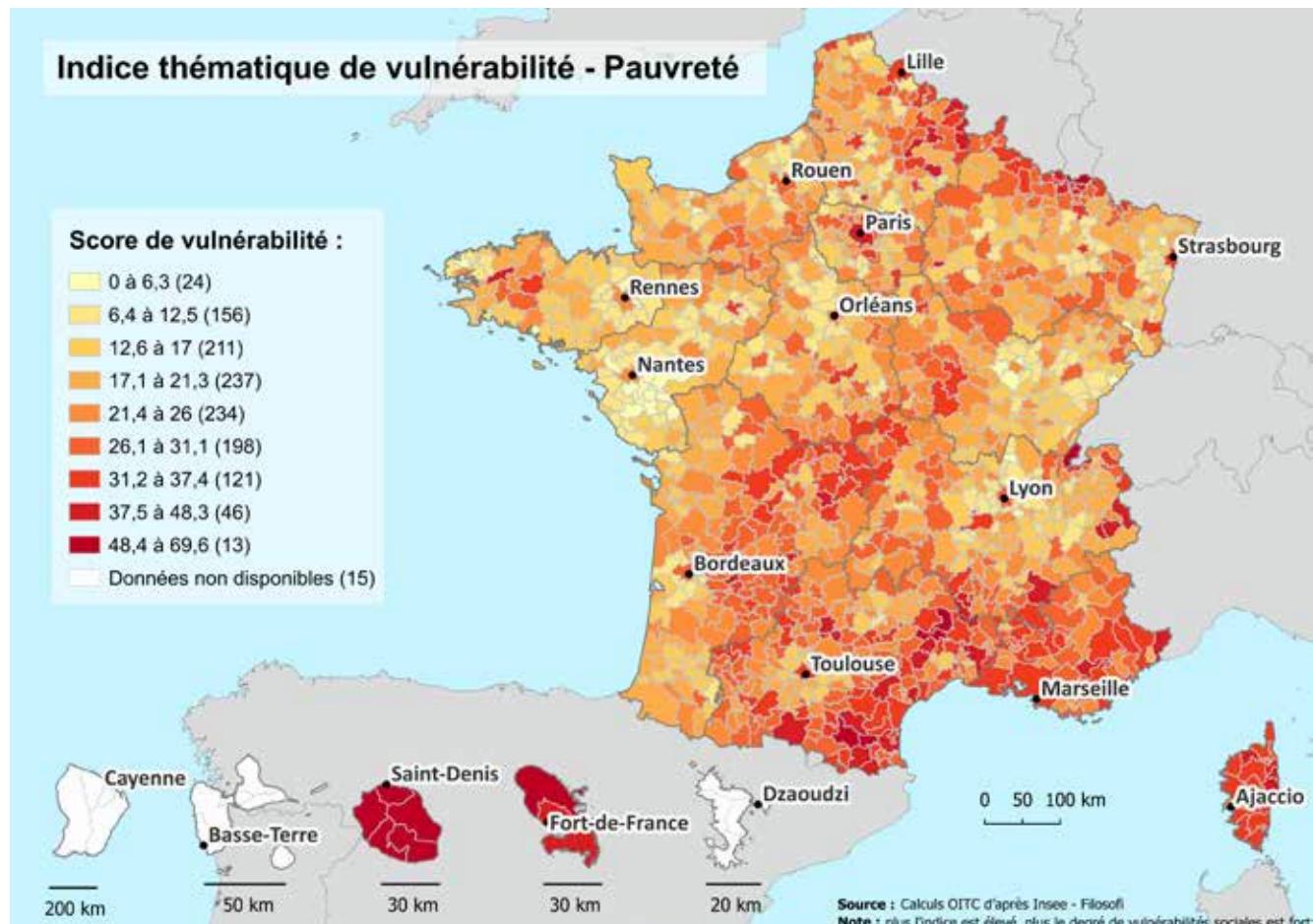
La cartographie de cet indice met en évidence la solidité du modèle de développement pendulaire : les périphéries franciliennes et métropolitaines, ainsi que plusieurs territoires frontaliers, apparaissent nettement préservés.

À l'inverse, les territoires du « Y du vide » — notamment de la Creuse et la Dordogne —, ceux du grand quart sud-est, du Languedoc élargi, du Nord du pays (Aisne, Ardennes et est du département du Nord) et les Outre-mer présentent des niveaux de fragilité particulièrement élevés.





Pauvreté



L'indice thématique de pauvreté, qui combine taux de pauvreté et intensité de la pauvreté, est très pertinent puisqu'il appréhende simultanément l'ampleur du phénomène et la profondeur des privations. Il permet ainsi d'identifier les territoires les plus exposés, où la pauvreté est à la fois fréquente et sévère.

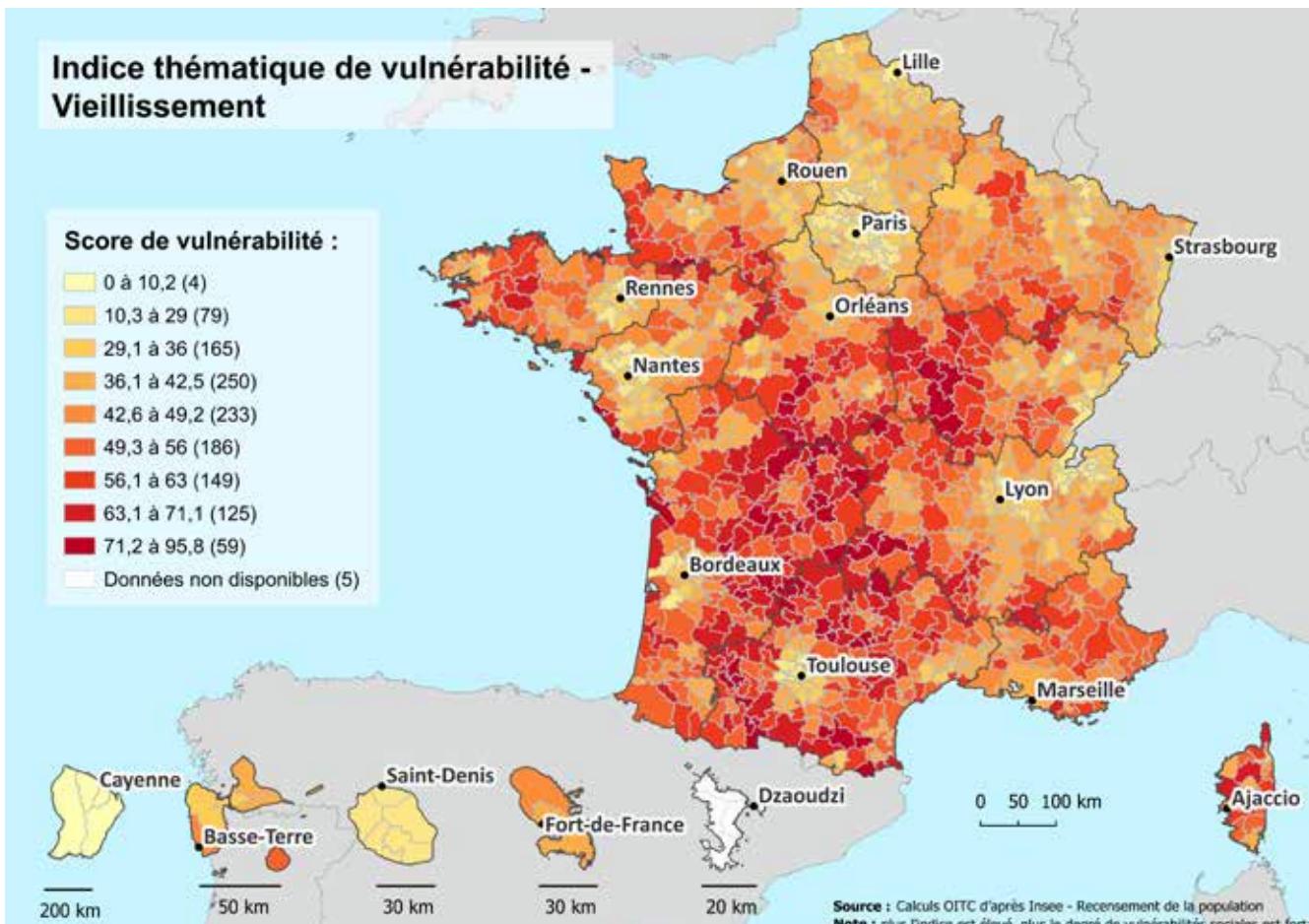
La vulnérabilité associée à cette dimension apparaît très marquée dans le Nord de la France, le long de la frontière belge (Aisne, est du département du Nord, Ardennes, Meuse, Meurthe-et-Moselle), mais aussi dans le grand Sud-Est, des Pyrénées-Orientales jusqu'à Nice, Corse comprise, ainsi que dans les Outre-mer.

À l'inverse, elle demeure faible dans l'Ouest du pays — notamment dans la frange intérieure de la Bretagne et des Pays de la Loire — ainsi que dans les périphéries métropolitaines.

On observera que les métropoles présentent des niveaux de vulnérabilité relativement élevés, en particulier celles de l'Est et la Métropole du Grand Paris, et que certains territoires frontaliers, pourtant globalement dynamiques, sont encore loin d'avoir éradiqué la pauvreté (sillon lorrain, Genevois français).



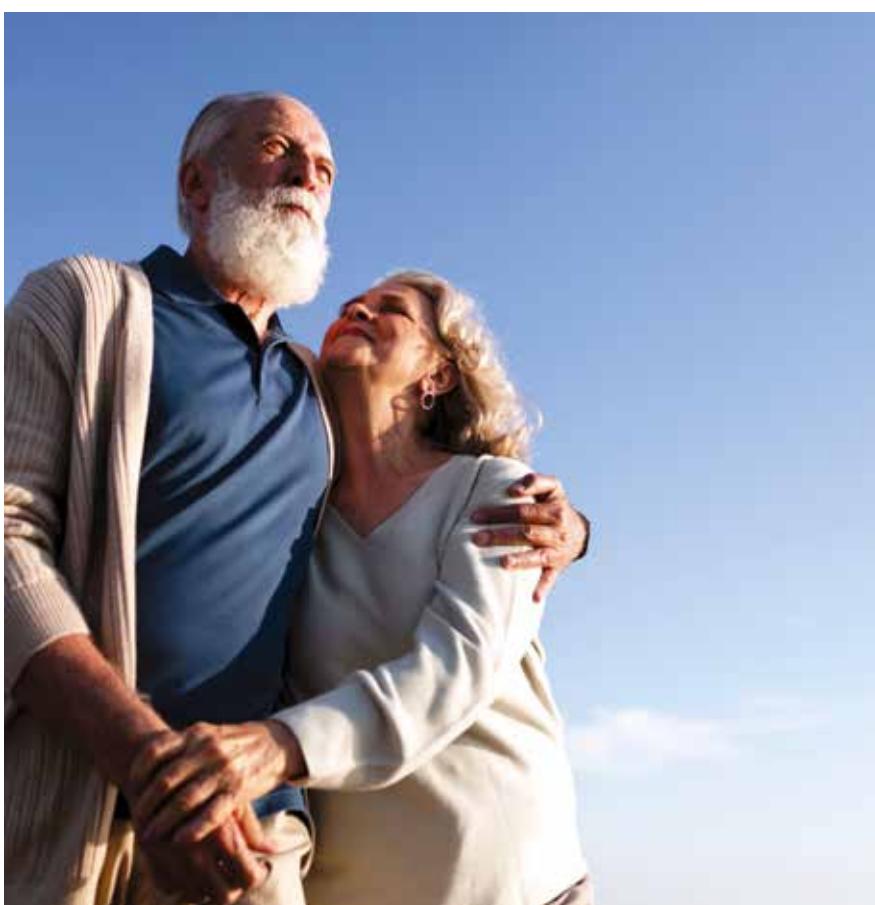
Vieillissement

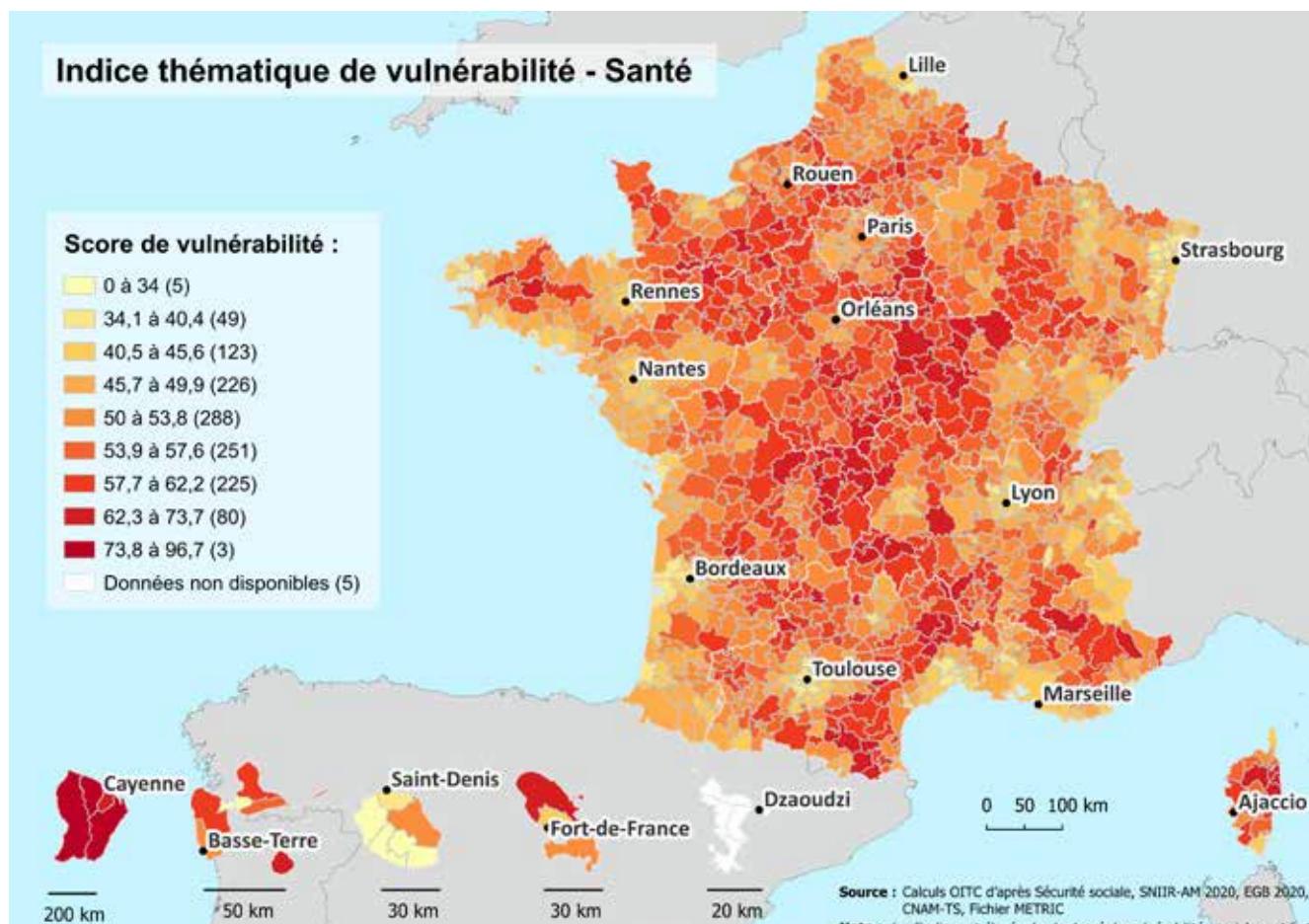


L'indice thématique de vieillissement, fondé sur la part des 65 ans et plus et des 85 ans et plus, est pertinent car il mesure à la fois l'ampleur du vieillissement et l'intensité des besoins liés au grand âge, permettant d'identifier les territoires les plus exposés.

La géographie de cette vulnérabilité est relativement intuitive. Les territoires les plus préservés se situent en Guyane et à La Réunion, dans les métropoles et leurs périphéries attractives — notamment dans l'Ouest du pays —, en Île-de-France, ainsi que dans les espaces frontaliers du sillon lorrain et du Genevois français.

À l'inverse, les territoires du « Y du vide », marqués par un vieillissement naturel et un déficit d'attractivité, ainsi que les littoraux atlantique et méditerranéen, présentent des niveaux de vulnérabilité très élevés. On notera toutefois, de manière assez contre-intuitive, la moindre exposition globale des territoires du grand quart Sud-Est.

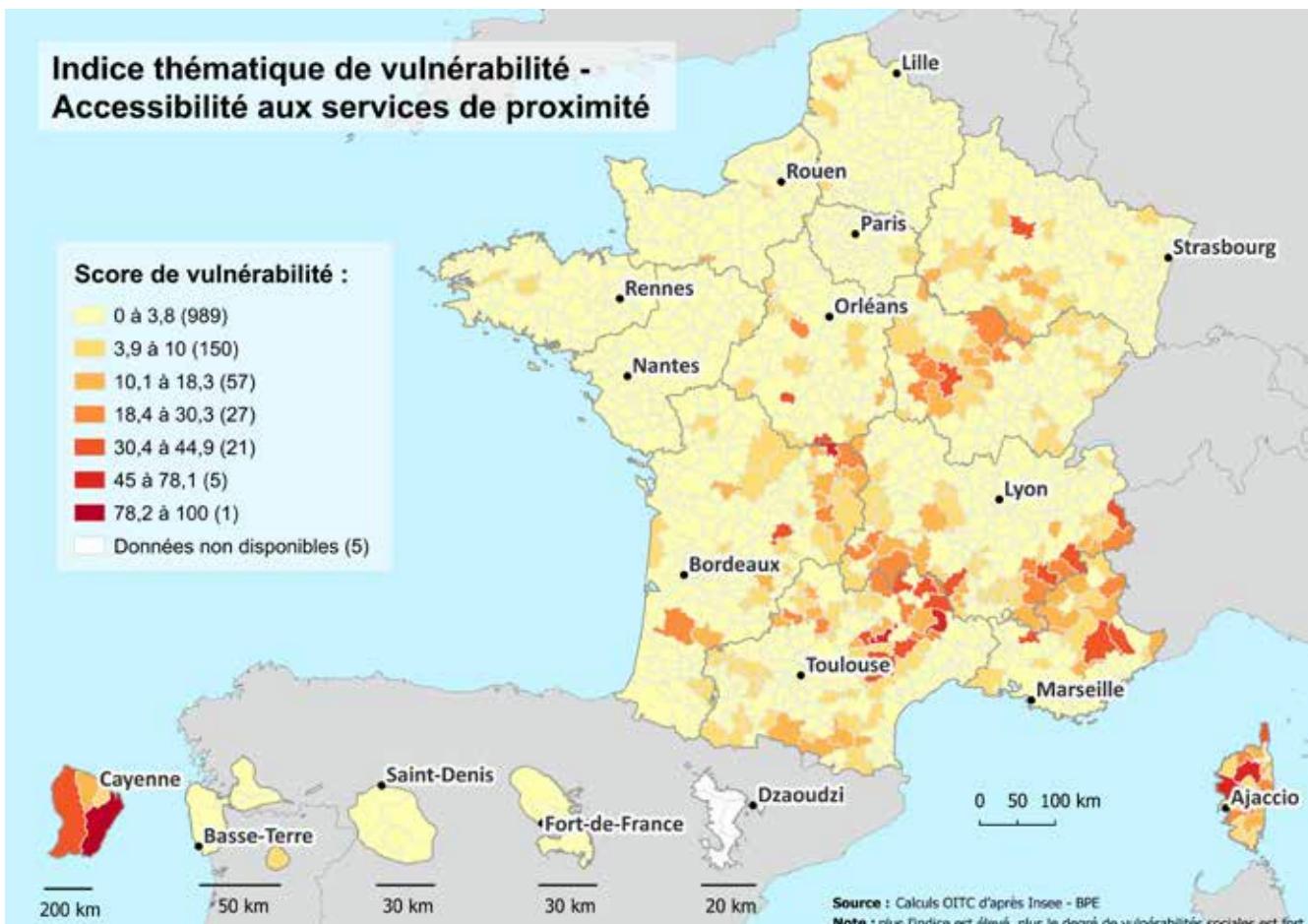




L'indice thématique de santé se distingue par sa capacité à articuler deux dimensions complémentaires : d'une part, des indicateurs décrivant l'état de santé des populations, qui éclairent la prévalence des fragilités sanitaires; d'autre part, le niveau d'accessibilité aux soins courants, qui conditionne la prise en charge effective. La combinaison de ces deux volets permet d'identifier les territoires où des besoins élevés se heurtent à une offre médicale insuffisante, révélant des zones de vulnérabilité sanitaire particulièrement critiques.

La géographie qui en découle met en évidence de fortes fragilités le long du « Y du vide », sur les franges intérieures de la Normandie (notamment l'Orne), de l'ex Languedoc-Roussillon et de PACA, en Corse, dans le centre Bretagne et dans les Outre-mer (hors La Réunion), où les difficultés d'accès aux soins jouent un rôle déterminant.

À l'inverse, les périphéries métropolitaines — et, fait notable, les métropoles elles-mêmes grâce à leur haut niveau d'accessibilité —, les territoires alpins, des Pyrénées orientales et littoraux apparaissent nettement plus préservés.

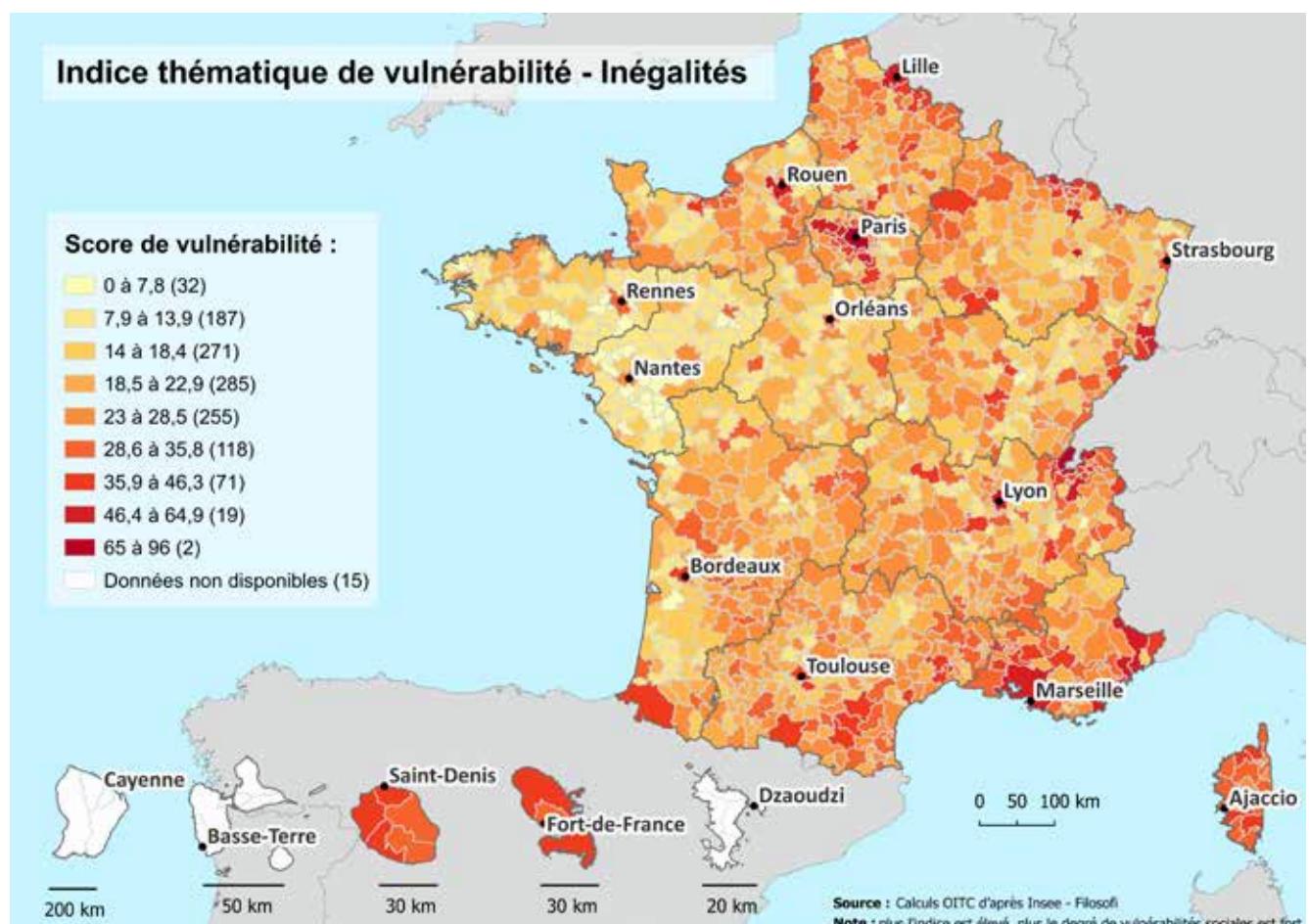


L'indice thématique d'accessibilité aux services de proximité est essentiel, car il renseigne directement sur la capacité des habitants à satisfaire leurs besoins quotidiens — se soigner, se déplacer, accéder aux commerces ou aux services publics. Il permet ainsi d'identifier les territoires où l'éloignement aux services accentue les inégalités sociales et territoriales, notamment pour les populations les moins mobiles.

La cartographie associée met d'abord en évidence l'exceptionnelle accessibilité moyenne de ces services à l'échelle des intercommunalités françaises : la plupart présentent en effet des niveaux de vulnérabilité très faibles (une lecture communale offrirait toutefois un diagnostic bien différent, cf. supra).

Certains territoires n'en demeurent pas moins fortement exposés : ceux de la diagonale du vide — notamment autour du Morvan et du Massif central —, des Cévennes, de l'arc des Préalpes du Sud (Drôme, Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence), de Savoie, de Corse et de Guyane apparaissent nettement sur-représentés parmi les zones les plus vulnérables.





L'indice thématique d'inégalités, construit à partir des écarts de niveau de vie entre ménages et entre communes d'une même intercommunalité, est intéressant car il saisit simultanément les fractures sociales et les disparités territoriales internes. Il permet ainsi de repérer les espaces où la cohésion est la plus mise à l'épreuve, sous l'effet de tensions fortes entre groupes de population et entre composantes du territoire.

La géographie qui en résulte révèle pleinement la dimension urbaine des inégalités et le caractère clivant, bien que globalement vertueux, du modèle de développement pendulaire.

Les écarts socio-spatiaux de niveau de vie apparaissent particulièrement élevés dans les grands territoires urbains — au premier rang desquels les métropoles — ainsi que dans les espaces franciliens et frontaliers (frontière luxembourgeoise, Genevois français). Ils se manifestent également dans le Sud, sur l'ensemble du pourtour méditerranéen, en Corse et dans les Outre-mer.

À l'inverse, les inégalités demeurent plus contenues dans les périphéries métropolitaines, notamment à l'Ouest, où l'on retrouve une forte concentration de territoires socio-spatialement homogènes (Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire).

2.3. Configurations territoriales des vulnérabilités : une approche typologique

Au-delà de la lecture globale des vulnérabilités, l'approche thématique ouvre la possibilité de caractériser plus finement la nature et la structure des fragilités qui traversent les territoires. En articulant les différents indices thématiques entre eux, il devient possible d'identifier des configurations récurrentes de vulnérabilité et d'en proposer une représentation typologique. Cette démarche permet d'appréhender non seulement l'intensité des vulnérabilités, mais aussi leur composition, leurs combinaisons et les logiques territoriales qui les sous-tendent.

La typologie présentée ci-après, construite à partir des indices thématiques et élaborée à l'aide d'une méthode de classification automatique réalisée à l'aide d'une intelligence artificielle, vise ainsi à dépasser la simple description pour offrir un cadre d'interprétation plus synthétique des profils territoriaux.

Cinq grandes catégories de territoires ont été identifiées.

Classe 1 – Territoires socialement stables

Ces territoires présentent une situation globalement favorable en matière de vulnérabilité sociale. Caractérisés par une faible précarité, un accès satisfaisant aux services, un parc de logements globalement moins dégradé et des niveaux d'inégalités modérés, ces territoires (204 au total) se concentrent principalement dans les périphéries métropolitaines, en Île-de-France et dans les espaces transfrontaliers (sillon lorrain, Alsace, Genevois français). Ils correspondent largement aux territoires relevant d'un modèle de développement pendulaire précédemment évoqué.

Classe 2 – Territoires en légère vulnérabilité

Ces territoires montrent des premiers signes de fragilisation : montée des ménages modestes, tensions sur le logement,

accessibilité partiellement contrainte. Au nombre de 168, ils regroupent notamment les métropoles de l'Ouest (Rennes, Nantes, Bordeaux) ainsi que de nombreux territoires touristiques du littoral atlantique, de la Côte d'Azur, des Alpes et de la partie occidentale des Pyrénées.

Classe 3 – Territoires en vulnérabilité intermédiaire

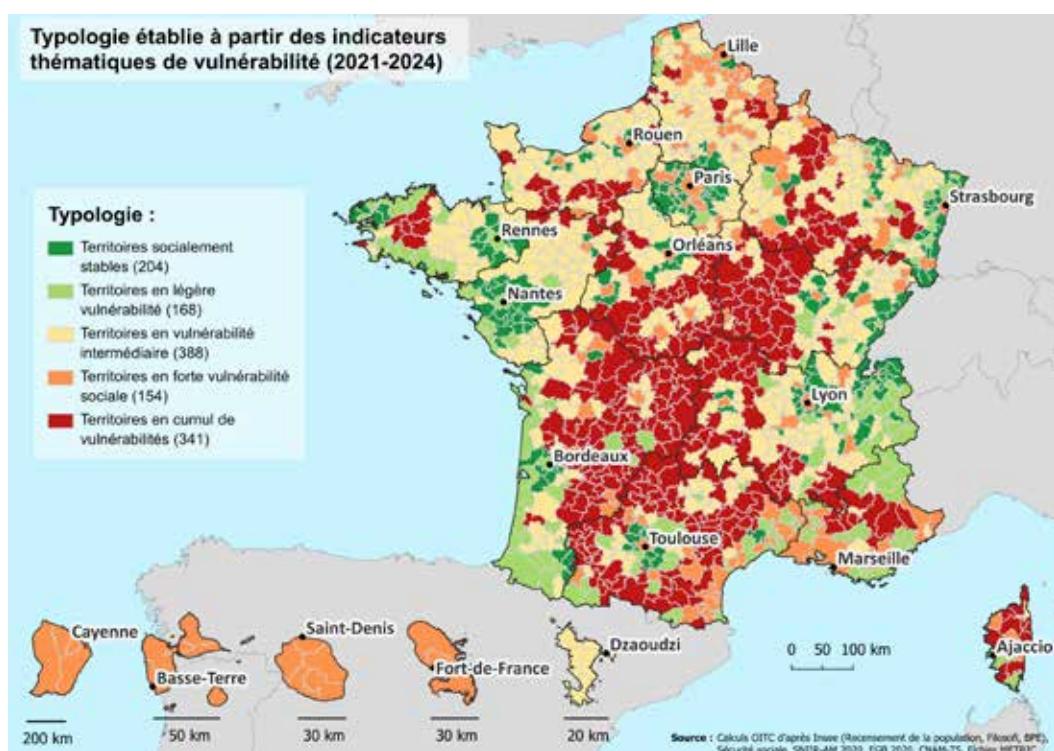
Situés au cœur du spectre des vulnérabilités, ces territoires présentent des fragilités structurelles plus marquées, notamment liées à un parc de logements ancien, des revenus intermédiaires et un accès aux services parfois hétérogène. Ils regroupent souvent des territoires en transition socio-économique ou démographique. Représentée par 388 intercommunalités — soit la catégorie la plus importante — cette classe se situe très largement dans les espaces « interstitiels » : territoires ni métropolitains ni péri métropolitains, ni littoraux ni montagnards, et situés hors du « Y du vide ». Ils couvrent ainsi une grande partie de l'Ouest du pays, de la large périphérie du Bassin parisien, des Hauts-de-France, du Grand Est, de la Bourgogne-Franche-Comté et d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Classe 4 – Territoires en forte vulnérabilité sociale

Ces 154 territoires se caractérisent par une précarité marquée, un chômage élevé et des conditions de logement dégradées. Ils sont fortement surreprésentés sur les franges littorales et rétro-littorales du Languedoc et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que dans les Hauts-de-France. Cette classe rassemble également la majorité des métropoles (Lille, Rouen, Paris, Strasbourg, Dijon, Lyon, Clermont-Ferrand, Grenoble...) ainsi que l'ensemble des territoires ultramarins.

Classe 5 – Territoires en cumul de vulnérabilités

Ces espaces cumulent des fragilités multiples et imbriquées : forte pauvreté, isolement relatif, déficit d'accès aux services entre autres. Cette catégorie regroupe 341 intercommunalités, situées pour la quasi-totalité le long du « Y du vide » ainsi que sur les franges intérieures du Languedoc et de PACA.



Conclusion :

L'analyse multiscalaire éclaire avec force la diversité des géographies de la vulnérabilité sociale. Elle montre à quel point les dynamiques territoriales varient d'une échelle à l'autre et combien il est indispensable de dépasser les grilles de lecture usuelles – centrées sur la densité ou le nombre d'habitants – pour restituer la complexité réelle des situations locales.

La géographie demeure, de ce point de vue, un déterminant majeur : les territoires de la « diagonale du vide », du Nord et de l'Est, durablement marqués par la décroissance démographique, la désindustrialisation et par des atouts résidentiels moins en phase avec les aspirations contemporaines, continuent de cumuler des fragilités structurelles. À l'inverse, les espaces péri-métropolitains semblent profiter du caractère toujours plus vertueux de leur modèle de développement – pendulaire – sur le plan social. Cette situation soulève d'ailleurs un problème de fond dans un contexte où se pose la question de notre capacité collective à financer notre régime de protection sociale et de vieillissement accéléré. Enfin, les cœurs urbains, traversés par des contrastes internes sans équivalent, sont loin d'apparaître comme les pôles de stabilité souvent supposés : ils concentrent simultanément les formes les plus aiguës de richesse et de pauvreté.

Les éléments présentés ici ne constituent que la première étape d'un travail plus global et plus ambitieux. Il sera prolongé en 2026 selon deux axes étroitement complémentaires.

D'un point de vue analytique tout d'abord. Il s'agira, d'une part, d'approfondir l'analyse afin de rentrer un peu plus dans la compréhension des mécanismes de construction des vulnérabilités sociales dans les territoires. Et d'autre part, de produire une lecture dynamique des vulnérabilités sociales pour repérer les territoires où elles progressent ou reculent, d'identifier les profils les plus exposés et de comprendre plus finement les mécanismes qui produisent ou atténuent les disparités sociales.

D'un point de vue plus opérationnel enfin, l'enjeu sera d'automatiser cette approche afin d'offrir à chaque acteur et organisation un accès instantané à :

- des éléments d'analyse globaux et synthétiques de l'état et de la dynamique des vulnérabilités sociales territoriales à large échelle (logique atlas) ;
- une analyse détaillée, territoire par territoire, de l'état et de la dynamique des vulnérabilités sociales locales, à différentes échelles, assise sur une mise en perspective avec des territoires similaires ainsi qu'avec les tendances régionales et nationales (logique diagnostic).

L'ambition sera d'améliorer la portée analytique du travail pour veiller à une meilleure compréhension des phénomènes – gage d'une meilleure pertinence de l'action – et renforcer son opérabilité, c'est-à-dire la capacité réelle pour les acteurs de se saisir de ces analyses, de les comprendre et de les mobiliser pour agir plus efficacement.

Annexe

Les indicateurs mobilisés

Thème	Indicateurs	Source
Conditions de logement	Part de résidences principales construites avant 1945	Insee - RP
	Part des résidences principales en sur-occupation	
Diplôme	Part de la population de plus de 15 ans non scolarisée sans diplôme	Insee - RP
Précarité	Part des familles monoparentales	Insee - RP
	Part d'actifs en emploi en contrat instable	
Chômage	Part des actifs en emploi à temps partiel	Insee - RP
	Taux de chômage	
	Part des NEET	
Isolement social	Part des ménages d'une seule personne	Insee - RP
	Part de la population de 15 ans ou plus veuves ou veufs	
	Part de la population de 15 ans ou plus divorcée	
Niveau de vie	1 ^{er} décile de niveau de vie (par unité de consommation)	Insee Filosofi
	Niveau de vie médian (par unité de consommation)	
Pauvreté	Taux de pauvreté (au seuil de 60 %)	Insee Filosofi
	Indice d'intensité de la pauvreté (au seuil de 60 %)	
Vieillissement	Part des seniors dans la population (65 ans et +)	Insee - RP
	Part des personnes du 4 ^e âge (85 ans et +)	
Santé	Part de bénéficiaires en ALD de l'interrégime	Sécurité sociale & MSA
	Part des bénéficiaires d'une pension d'invalidité de l'interrégime	
	Part de bénéficiaires sans recours aux soins au cours des 12 derniers mois de l'interrégime	
	Part des bénéficiaires de la CSS non participative de l'interrégime	
	Part de bénéficiaires sans médecin traitant déclaré de l'interrégime	
	Accessibilité potentielle localisée aux médecins généralistes	
Accessibilité aux services de proximité	Accessibilité potentielle localisée aux chirurgiens-dentistes	CNAZ-TS, Fichier METRIC
	Accessibilité potentielle localisée aux infirmiers	
	Accessibilité potentielle localisée aux masseurs-kinésithérapeutes	
	Accessibilité potentielle localisée aux sages-femmes	
	Part de la population à plus de 20 minutes d'au moins un des services de proximité	Insee - BPE Fichier METRIC
Inégalités	Inégalités sociales (Indice de Gini)	Insee Filosofi
	Inégalités territoriales (Indice min / max)	Calcul OITC d'après Insee Filosofi

L'Observatoire des impacts territoriaux des crises (OITC)

Créé en 2020 à l'occasion de la pandémie Covid-19 afin d'évaluer en temps réel les incidences de la crise sur les économies territoriales, l'OITC a proposé de prolonger ses travaux pour :

- analyser les effets différés et durables des crises qui se sont succédé depuis,
- élargir son champ d'étude aux impacts des transitions énergétiques et écologiques sur les territoires ;
- apprécier le degré d'exposition des territoires aux différentes crises en cours (hausse des tarifs douaniers américains, crise économique...) et à venir (réchauffement climatique, aléas naturels...).

Tout en développant ses propres analyses par des traitements de données originaux, l'observatoire se veut un lieu de valorisation et de croisement des travaux réalisés par ses partenaires. Combinant études, cartographies et séminaires/webinaires de valorisation et d'échanges, l'OITC poursuit une ambition : établir des liens entre les impacts des crises et la capacité des territoires à faire face aux enjeux des transitions. L'ambition : éclairer autrement les stratégies de développement territorial portées par les acteurs publics et privés par la mise à disposition de données fiabilisées, mais aussi interprétées et décryptées à l'aune de l'actualité des politiques publiques.

L'OITC est conçu comme un outil d'aide à l'observation (avoir une lecture plus systémique des impacts des crises) et au passage à l'action (identifier les leviers que peuvent mobiliser les territoires pour faire face aux enjeux des transitions).

L'OITC bénéficie du soutien de l'Institut pour la recherche de la CDC, Intercommunalités de France et l'ADGCF.



**Ensemble,
faisons grandir
la France**
caissedesdepots.fr

Contact :

Olivier Portier – OITC
olivier.portier@opconsultant.com